

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2017/13146]

Extrait de l'arrêt n° 103/2017 du 1^{er} septembre 2017

Numéro du rôle : 6709

En cause : la demande de suspension des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, introduite par Sarah Oudaha et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 juillet 2017 et parvenue au greffe le 17 juillet 2017, une demande de suspension des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires (publié au *Moniteur belge* du 14 avril 2017) a été introduite par Sarah Oudaha, Claire Maton, Frederico Caruso et Mathilde Cenne, assistés et représentés par Me L. Misson et Me A. Kettels, avocats au barreau de Liège.

Par la même requête, les parties requérantes demandent également l'annulation des mêmes dispositions décrétales.

Par ordonnance du 19 juillet 2017, la Cour a fixé l'audience pour les débats sur la demande de suspension au 29 août 2017, après avoir invité les autorités visées à l'article 76, § 4, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle à introduire, le 16 août 2017 au plus tard, leurs observations écrites éventuelles sous la forme d'un mémoire, dont une copie serait envoyée dans le même délai aux parties requérantes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et au contexte du décret attaqué

B.1. Les articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires disposent :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en sciences dentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui sont porteurs d'une attestation de réussite délivrée à l'issue d'un examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, ci-après dénommé 'examen d'entrée et d'accès'.

§ 2. A partir de l'année académique 2017-2018, le Gouvernement organise un examen d'entrée et d'accès.

Pour l'année académique 2017-2018, l'examen d'entrée et d'accès est organisé de manière centralisée le 8 septembre 2017. La date limite des inscriptions est fixée au 1^{er} août 2017 inclus. Pour des raisons de forces majeures dûment motivées, le Gouvernement peut déroger à ces dates.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès de manière centralisée ou au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès une première fois durant la première quinzaine de juillet et une deuxième fois durant la période du 15 août au 15 septembre.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement arrête la ou les date(s) limite(s) des inscription(s) et la ou les date(s) des examens.

§ 3. Pour participer à cet examen d'entrée et d'accès, le candidat s'inscrit sur une plateforme informatique centralisée par l'ARES.

Le droit d'inscription à cet examen est fixé à 30,00 euros. Si l'examen est organisé deux fois par année académique, le droit d'inscription est perçu lors de chaque inscription à l'examen. Le droit d'inscription est versé à l'ARES et est remboursé par l'ARES au candidat moyennant une participation effective à l'examen d'entrée et d'accès.

Lors de cette inscription, le candidat indique :

1° son choix de filière (sciences médicales ou sciences dentaires);

2° s'il peut être considéré comme étudiant résident au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur. L'étudiant transmet les éléments qui permettent de déterminer sa qualité d'étudiant résident.

L'ARES vérifie, en collaboration avec les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, si l'étudiant peut être considéré comme étudiant résident. L'ARES transmet la liste des étudiants résidents et non-résidents inscrits à l'examen d'entrée et d'accès au jury de l'examen d'entrée et d'accès au plus tard le jour de l'organisation de l'examen d'entrée et d'accès.

Si l'examen est organisé de manière centralisée, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription en cas de réussite.

Si l'examen est organisé au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, le candidat précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite présenter l'examen d'entrée et d'accès. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire.

Le candidat peut annuler son inscription à l'examen d'entrée et d'accès jusqu'à trois jours ouvrables avant la date de l'organisation de l'examen. Le droit d'inscription visé à l'alinéa 2 lui est alors remboursé par l'ARES.

§ 4. Si l'examen est organisé dans toutes les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, après la date limite des inscriptions et avant l'organisation de l'examen, l'ARES transmet à ces institutions la liste des candidats inscrits à l'examen.

§ 5. Par dérogation au § 1^{er}, ont également accès aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires, les étudiants qui, pour obtenir un titre professionnel particulier, doivent, dans le cadre de leur cursus de master de spécialisation en sciences médicales ou sciences dentaires, suivre des enseignements de premier ou de deuxième cycle respectivement en sciences dentaires ou en sciences médicales.

§ 6. Les étudiants qui souhaitent s'inscrire aux études de premier et deuxième cycle en sciences médicales et dentaires, à l'exception des masters de spécialisation, et qui ont acquis ou valorisé des crédits sur base d'un grade académique pour l'obtention duquel la condition supplémentaire mentionnée au § 1^{er} n'est pas d'application, présentent l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé pour l'ensemble des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et dentaires un jury de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires de la Communauté française ci-après dénommé 'jury de l'examen d'entrée et d'accès'.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès est placé sous le contrôle d'un des commissaires ou délégués du Gouvernement désignés auprès d'une université. Le Gouvernement désigne, sur proposition de ces commissaires et délégués, le commissaire ou délégué chargé de ce contrôle.

§ 2. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès détermine les questions de l'examen et les modalités d'évaluation de celui-ci ainsi que les aménagements raisonnables visés par le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.

§ 3. Le Gouvernement désigne les membres du jury de l'examen d'entrée et d'accès sur proposition des institutions universitaires visées au § 1^{er}. Ils sont désignés parmi les membres actifs ou émérites du corps académique des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires. Ils sont au nombre de 10; soit 2 par institutions universitaires. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès dispose d'un Président et d'un Vice-Président. Le Vice-président du jury de l'examen d'entrée et d'accès assure la suppléance du Président. L'ARES assure le secrétariat du jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts, désignés sous sa responsabilité. Les inspecteurs de l'enseignement secondaire ordinaire exerçant les fonctions visées à l'article 28, 8°, 17°, 19° et 20°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques sont associés aux travaux du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Ils sont désignés sur proposition de l'inspecteur général coordonnateur, conjointement par le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

Les experts peuvent, sur demande du jury, assister avec voix consultative à la délibération du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Les inspecteurs ne participent pas à la délibération de ce jury.

Le mandat des membres du jury de l'examen d'entrée et d'accès est d'une durée d'un an, renouvelable tacitement.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 3. L'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et/ou dentaires est organisé sous forme d'épreuve écrite comportant deux parties et porte sur les matières suivantes :

Partie 1 : Connaissance et compréhension des matières scientifiques :

- a) Biologie;
- b) Chimie;
- c) Physique;
- d) Mathématiques.

Partie 2 : Communication et analyse critique de l'information :

- a) Evaluation des capacités de raisonnement, d'analyse, d'intégration, de synthèse, d'argumentation, de critique et de conceptualisation;
- b) Evaluation de la capacité à communiquer et à percevoir les situations de conflit ou potentiellement conflictuelles;
- c) Evaluation de la capacité de percevoir la dimension éthique des décisions à prendre et de leurs conséquences pour les individus et la société;
- d) Evaluation de la capacité à faire preuve d'empathie, de compassion, d'équité et de respect.

Sur proposition du jury de l'examen d'entrée et d'accès, le Gouvernement arrête le programme détaillé de l'examen.

Pour réussir l'examen d'entrée et d'accès, le candidat doit obtenir une moyenne d'au moins 10/20 pour chacune des parties, avec un minimum de 8/20 pour chaque matière composant les deux parties de l'examen. Afin d'obtenir la note globale, le jury de l'examen d'entrée et d'accès additionne les moyennes obtenues pour chaque partie.

Art. 4. § 1^{er}. L'ARES prend en charge la gestion et l'organisation matérielle et administrative de l'examen d'entrée visé à l'article 1^{er}, conformément aux missions fixées à l'article 21, 5°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

§ 2. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès assume la responsabilité académique de l'examen.

Art. 5. A partir de l'année budgétaire 2017, il est alloué chaque année à l'ARES, une subvention globale annuelle de huit cents mille euros (800.000 euros) afin de lui permettre d'assurer la prise en charge de la gestion et l'organisation administrative et matérielle de l'examen d'entrée et du test d'orientation du secteur de la santé. Elle est indexée annuellement conformément à la formule prévue à l'article 29, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. L'ARES peut allouer partie de ce montant aux universités concernées afin d'assurer l'organisation matérielle et logistique de l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard dans les 3 jours qui suivent la délibération, le Président du jury de l'examen d'entrée et d'accès communique aux candidats les résultats de l'examen par l'intermédiaire de l'ARES et transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

Au plus tard dans les 10 jours qui suivent l'organisation de l'examen, le jury de l'examen d'entrée et d'accès délivre par l'intermédiaire de l'ARES aux candidats ayant réussi une attestation de réussite à l'examen d'entrée et d'accès. Sans préjudice des autres conditions d'accès, l'étudiant détenteur de cette attestation est inscrit auprès de l'institution universitaire identifiée lors de son inscription à l'examen conformément à l'article 1^{er}, § 3.

Cette attestation de réussite à l'examen est valable en vue d'une inscription pour la seule année académique suivante. Elle est personnelle et incessible. En cas de force majeure dûment appréciée par le jury de l'examen d'entrée et d'accès, cette attestation peut être valorisée au cours des deux années académiques consécutives.

§ 2. Lorsqu'il délibère, le jury de l'examen d'entrée et d'accès applique le dispositif suivant : par filière, il est établi un nombre T égal au nombre total de candidats ayant réussi l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} ainsi qu'un nombre NR par filière égal au nombre de candidats ayant réussi l'examen d'entrée et d'accès qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Lorsque le rapport entre ce nombre NR et le nombre T atteint un pourcentage supérieur à 30 %, un classement est effectué par le jury de l'examen d'entrée et d'accès au sein des candidats ayant réussi l'examen d'entrée qui ne peuvent pas être considérés comme étudiants résidents afin de désigner ceux auxquels une attestation de réussite sera délivrée. Le jury classe ces candidats dans l'ordre décroissant des notes globales obtenues par chacun des candidats à l'examen d'entrée et d'accès. Il octroie les attestations de réussite aux candidats ayant réussi l'examen d'entrée classés en ordre utile jusqu'à ce que la proportion de candidats qui ne peuvent pas être considérés comme étudiants résidents corresponde à 30 % du nombre total de lauréats.

A l'issue de cette procédure, il est établi par filière un nombre L égal au nombre d'étudiants bénéficiant d'une attestation de réussite à l'examen.

Art. 7. Le candidat ne peut présenter l'examen d'entrée et d'accès qu'au cours d'une année académique dans les 5 années académiques qui suivent la date de première présentation de l'examen, sauf en cas de force majeure dûment appréciée par le jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 8. Pour les années académiques 2017-2018 et 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B, visé à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences médicales inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du premier cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c), d) et f), entre ces mêmes institutions selon la formule suivante : le nombre L relatif à la filière de sciences médicales, établi à l'article 6, § 2, est multiplié par les taux de répartition suivants :

- 1° Université de Liège : 20,88 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 27,06 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 18,94 %;
- 4° Université de Mons : 11,15 %;
- 5° Université de Namur : 21,97 %.

Pour l'année académique 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier aux étudiants de premier cycle en sciences médicales ayant acquis au moins 45 crédits et qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences médicales.

Pour les années académiques 2020-2021 et 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C, visé à l'article 28 de la même Loi, est adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences médicales inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du deuxième cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c) entre ces mêmes institutions selon les proportions suivantes :

- 1° Université de Liège : 22,55 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 49,97 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 27,48 %.

Pour l'année académique 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa quatre aux étudiants de deuxième cycle en sciences médicales ayant acquis au moins 45 crédits mais qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2022-2023, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa quatre à l'ensemble des étudiants inscrits en deuxième cycle d'études en sciences médicales.

Art. 9. Pour les années académiques 2017-2018 et 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B, visé à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est également adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences dentaires inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du premier cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c), entre ces mêmes institutions selon la formule suivante : le nombre L relatif à la filière de sciences dentaires, établi à l'article 6, § 2, est multiplié par les taux de répartition suivants :

- 1° Université de Liège : 25,96 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,69 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 35,35 %.

Pour l'année académique 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier aux étudiants de premier cycle en sciences dentaires ayant acquis au moins 45 crédits et qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences dentaires.

Pour l'année académique 2020-2021, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C, visé à l'article 28, est effectué en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences dentaires inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du deuxième cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b) et c), entre ces mêmes institutions selon les proportions suivantes :

- 1° Université de Liège : 22,41 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,58 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 39,01 %.

A partir de l'année académique 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est effectué en appliquant la répartition prévue à l'alinéa 4 à l'ensemble des étudiants inscrits en deuxième cycle d'études en sciences dentaires.

Art. 10. Les mécanismes de financement visés aux articles 8 et 9 sont d'application jusqu'en 2026 ».

« Art. 13. Les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours doivent présenter un examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} afin de pouvoir inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales et dentaires.

En vue de l'inscription de ces étudiants à l'examen d'entrée et d'accès, chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires transmet, pour le 31 juillet 2017 au plus tard, la liste des étudiants inscrits lors de l'année académique 2016-2017 en sciences médicales et dentaires à l'ARES. Ils sont réputés inscrits à l'examen d'entrée et d'accès. Par dérogation à l'article 1^{er}, § 3, ils sont dispensés du paiement du droit d'inscription à l'examen.

Art. 14. Pour l'année académique 2016-2017, les attestations visées à l'article 110/4, § 2, du décret du 7 novembre 2013 sont délivrées par le jury au plus tard le 5 septembre 2017.

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 15. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les mots 'à l'exception des 4^o et 5^o' sont insérés entre les mots 'et pour chacun des cursus visés à l'article 3,' et les mots 'il est établi un nombre T'.

Art. 16. A l'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur les modifications suivantes sont apportées :

1^o entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : 'Par dérogation, les étudiants qui introduisent une demande d'inscription dans un cursus visé à l'article 3, 4^o et 5^o, introduisent leur demande d'inscription selon les modalités prévues par les institutions universitaires.';

2^o à l'alinéa 4, les mots 'à l'exception des 4^o et 5^o' sont insérés entre les mots 'cursus visés à l'article 3,' et les mots 'au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable'.

Art. 17. Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

1^o la section I/1, intitulée 'Dispositions particulières relatives aux études en sciences médicales et en sciences dentaires' composée des articles 110/1 à 110/7 est abrogée, à l'exception des alinéas 2 à 7 de l'article 110/1, § 1^{er}, et l'article 110/2 qui reste en vigueur pour l'année académique 2017-2018;

2^o à l'article 110/1, § 1^{er}, alinéa 2, les mots 'ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite' sont remplacés par les mots 'Il est organisé un test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires, organisé sous forme d'épreuve écrite.';

3^o l'article 150, § 2, est abrogé.

Art. 18. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2017 à l'exception des articles 11, 12 et 14 qui produisent leurs effets pour l'année académique 2016-2017 et les articles 15 à 17 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2017-2018 ».

B.2. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que l'objectif du législateur décrétal est le suivant :

« Le présent décret, sans traduire l'adhésion du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au mécanisme de l'examen d'entrée, instaure un tel mécanisme dans l'objectif de garantir la délivrance d'une attestation INAMI, par l'Etat fédéral, aux étudiants diplômés de deuxième cycle en sciences médicales et dentaires.

Le présent dispositif met donc également en place un examen d'entrée, organisé de manière centralisée pour l'année académique 2017-2018 par l'ARES et dont la réussite est une condition d'accès au cycle d'études » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2016-2017, n^o 410/1, p. 4).

Selon l'exposé des motifs, le législateur décrétal a choisi le dispositif de l'examen d'entrée plutôt que le concours, qui « reste un mécanisme de sélection que privilégie la Fédération Wallonie-Bruxelles en ce qu'il permet aux étudiants de s'intégrer dans le cursus et de valoriser leurs acquis vers d'autres filières d'études le cas échéant » (*ibid.*, p. 5) :

« L'organisation d'un concours, [fût]-il instauré à l'entrée des études, est rendue impossible par les difficultés que connaît le Gouvernement fédéral à fournir des chiffres précis, fiables et respectés relativement à la prochaine planification fédérale. En effet, les récentes évolutions à la suite de recours d'étudiants n'ayant pas obtenu d'attestations à la suite du programme du cycle ont démontré que le mécanisme fédéral n'était pas stabilisé dès lors qu'il se montrait incapable de fournir des quotas en adéquation avec la situation qu'ils prétendaient régler. Un concours organisé à l'entrée des études n'a de sens que s'il peut s'appuyer sur des données fiables, objectives et stabilisées, qui doivent être fixées par l'autorité fédérale. Or, en plus de ceux qui ont été remis en cause, d'autres ont fait l'objet de décisions politiques qui ont nié l'apport scientifique de la Commission de planification. Il apparaît que, par le défaut de prévoyance ou d'assurance du Gouvernement fédéral, seul un mécanisme d'examen d'entrée, qui ne prétendra donc pas filtrer un nombre prédéfini de lauréats, semble aujourd'hui la forme la plus stable à proposer.

Le dispositif de l'examen d'entrée ne peut être accepté qu'en ce qu'il permet de se mettre en adéquation avec les exigences issues du Gouvernement fédéral, qui de facto restreignent les possibilités offertes à la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'organisation de l'examen d'entrée est donc à lire en regard de l'assurance d'octroi d'une attestation d'un numéro INAMI aux étudiants actuellement inscrits dans les deux filières de formation » (*ibid.*, p. 5).

Concernant « le régime transitoire pour les étudiants 'reçus-collés' de l'année académique 2016-2017 », à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, l'exposé des motifs justifie de la manière suivante le traitement identique des étudiants ayant acquis 45 crédits et ne disposant pas d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle et des étudiants n'ayant pas acquis 45 des 60 premiers crédits du cycle :

« Il est rappelé que le mécanisme du concours tel qu'appliqué en vertu du décret du 9 juillet 2015 relatif aux études de sciences médicales et dentaires instaure deux conditions d'accès à la suite du programme du cycle, à savoir avoir acquis 45 crédits et disposer d'une attestation d'accès. L'étudiant qui ne répond pas à ces deux conditions ne peut accéder à la suite du programme. Il appert que l'étudiant qui a moins de 45 crédits et celui qui a plus de 45 crédits mais qui n'a pas obtenu l'attestation sont tous deux dans une situation les empêchant d'accéder à la suite du programme du cycle. Afin d'assurer la transition entre le mécanisme du concours organisé à la fin de la première année de premier cycle et celui de l'examen organisé à l'entrée du premier cycle, le dispositif prévoit que tout étudiant ne pouvant accéder à la suite du cycle présente l'examen d'entrée. A défaut, la seule façon de rompre la discrimination mise en avant par le Conseil d'Etat serait de permettre à tous les étudiants ayant acquis 45 crédits de s'inscrire dans la suite du programme du cycle. Cela reviendrait à annuler les effets du concours, alors que le mécanisme du décret du 9 juillet n'a pas été écarté par la section du contentieux du Conseil d'Etat » (*ibid.*, p. 7).

Devant la commission compétente du Parlement de la Communauté française, il a été précisé à propos de la transition entre le dispositif du concours encore d'application en juin 2017 et le mécanisme de l'examen d'entrée et d'accès qui s'appliquera dès le mois de septembre :

« Afin d'assurer la transition entre les deux modèles et sans préjudice des suites que, pour les nombreuses raisons évoquées par M. le ministre Marcourt, le dossier pourrait connaître en justice, seuls les étudiants actuellement dans un programme de première année de premier cycle qui auront, à l'issue des délibérations de septembre prochain acquis 45 crédits et l'attestation du concours pourront poursuivre leurs formations. Même s'ils ont acquis des crédits, les autres étudiants devront présenter l'examen d'entrée et d'accès. Ainsi, tous sont placés sur un même pied d'égalité devant l'épreuve instaurée. Afin d'assurer leur inscription à l'examen, l'ensemble des listes d'étudiants inscrits dans les cursus seront transmises à l'ARES en vue d'une inscription à l'examen.

Enfin, comme déjà évoqué, l'article 12 assure une base juridique aux étudiants reçus-collés de l'été 2016. Il régularise la situation des étudiants reçus-collés visés par les ordonnances des Tribunaux de 1^{ère} instance de Namur et de Nivelles du 20 septembre 2016 » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2016-2017, n° 410/3, p. 6).

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.3.1. La demande de suspension étant subordonnée au recours en annulation, la recevabilité de celui-ci, et en particulier l'existence de l'intérêt requis, doit être vérifiée dès l'examen de la demande de suspension.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.3. Les trois premières parties requérantes sont inscrites au Bloc 1 du programme du Bachelier en médecine ou en sciences dentaires pour l'année académique 2016-2017 et, en application de l'article 150, § 2, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, elles ont signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2017.

La quatrième partie requérante est inscrite au Bloc 1 du programme du Bachelier en sciences médicales depuis l'année académique 2015-2016 et, en application du même article 150, § 2, elle a signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2016. Elle a acquis les 60 crédits du Bloc 1 du programme du Bachelier en sciences médicales.

Les parties requérantes demandent la suspension et l'annulation des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires. Elles font valoir que les exigences de détention d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle de Bachelier en sciences médicales ou dentaires ou d'une attestation de réussite d'examen d'entrée limitent leur droit de poursuivre les études supérieures de leur choix et portent donc atteinte à ce droit.

B.3.4. En application de l'article 100, § 1^{er}, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 précité, la réussite de 45 des 60 crédits inscrits au programme de l'étudiant de Bloc 1 permet à cet étudiant de s'inscrire à la suite du programme de cycle.

L'article 110/2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, inséré par l'article 3 du décret de la Communauté française du 9 juillet 2015 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, impose en outre à l'étudiant qui veut s'inscrire à la suite du programme du premier cycle d'obtenir une attestation d'accès. Il dispose, en effet :

« Pour l'application de l'article 100, § 2, au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, seuls les étudiants porteurs d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires ».

L'article 110/3 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Chaque année, avant le 30 juin, le Gouvernement arrête le nombre global d'attestations d'accès visées à l'article 110/2 qui seront délivrées l'année académique suivante en tenant compte, notamment, du nombre de diplômés de second cycle qui auront accès à l'attribution des titres professionnels particuliers en vertu de la législation fédérale sur la planification de l'offre médicale.

Par défaut, le nombre d'attestation d'accès est reconduit pour l'année académique suivante.

§ 2. Lorsqu'il fixe le nombre global d'attestation d'accès, le Gouvernement arrête, pour chaque université, le nombre d'attestations d'accès qui seront délivrées l'année académique suivante.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la 'loi du plus fort reste' en attribuant 20,88 pour cent des attestations d'accès à la suite du programme en sciences médicales à l'Université de Liège, 27,06 pour cent à l'Université catholique de Louvain, 18,94 pour cent à l'Université libre de Bruxelles, 11,15 pour cent à l'Université de Mons et 21,97 pour cent à l'Université de Namur.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la 'loi du plus fort reste' en attribuant 25,96 pour cent des attestations d'accès à la suite du programme en sciences dentaires à l'Université de Liège, 38,69 pour cent à l'Université catholique de Louvain et 35,35 pour cent à l'Université libre de Bruxelles.

Ces répartitions sont fixées pour 9 ans maximum. A partir de l'année académique 2024-2025, le Gouvernement arrête pour les 9 années suivantes les répartitions entre institutions.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales est réparti comme suit : 135 attestations à l'Université de Liège, 176 attestations à l'Université catholique de Louvain, 123 attestations à l'Université libre de Bruxelles, 72 attestations à l'Université de Mons et 143 attestations à l'Université de Namur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences dentaires est réparti comme suit : 23 attestations à l'Université de Liège, 34 attestations à l'Université catholique de Louvain et 32 attestations à l'Université libre de Bruxelles ».

L'article 110/4 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Un concours est organisé au sein de chaque institution organisant le cursus de premier cycle en sciences médicales et sciences dentaires afin d'assurer la délivrance des attestations d'accès à la suite du programme du cycle.

L'évaluation de chacune des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre est organisée en deux parties : la première partie vise l'acquisition de crédits correspondants aux unités d'enseignement du deuxième quadrimestre, la seconde partie vise l'octroi de notes permettant l'établissement du classement du concours. Dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, l'ensemble des Universités concernées s'assure qu'au minimum la moitié de l'évaluation de cette seconde partie est commune et fait, le cas échéant, l'objet d'une organisation entre les Universités concernées.

La seconde partie de l'évaluation visée à l'alinéa précédent n'est organisée qu'une fois par année académique, lors de la période d'évaluation de fin de deuxième quadrimestre.

Le concours est insécable. Quels que soient les crédits déjà acquis ou valorisés pour les unités d'enseignement du deuxième quadrimestre, l'étudiant présente l'ensemble de la seconde partie des évaluations des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre.

Pour les étudiants bénéficiant d'un allègement de programme visé aux articles 150, § 2, 2°, et 151, et portant sur le programme des 60 premiers crédits du programme d'études, seuls sont admis à présenter la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement les étudiants dont le programme annuel permet, au terme de l'année académique en cours, d'acquies ou valoriser les 60 premiers crédits du programme du cycle.

Pour l'application de l'alinéa 2, il ne peut être recouru au régime exceptionnel prévu à l'article 79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Complémentaire aux articles 139 et 140, et pour la délivrance des attestations visées à l'article 110/2, après avoir délibéré en fin de deuxième quadrimestre sur les 60 premiers crédits du programme d'études de sciences médicales ou de sciences dentaires, le jury additionne, pour chaque étudiant, les notes, pondérées en fonction des crédits correspondant aux unités d'enseignement, obtenues pour la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement du second quadrimestre et classe les étudiants dans l'ordre décroissant de la somme de ces notes.

Les attestations visées au paragraphe 1^{er} sont délivrées par le jury au plus tard le 13 septembre, dans l'ordre du classement du concours et dans la limite des attestations disponibles à condition que l'étudiant ait acquis au moins 45 des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle.

Lorsqu'il délivre les attestations d'accès à la suite du programme du cycle, en cas d'ex-aequo, le jury départage les étudiants sur base de la moyenne des résultats obtenus pour la première partie de l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre.

Lorsque, dans une institution, il est délivré à la fin de l'année académique moins d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle que le nombre autorisé, le nombre d'attestations résiduelles est ajouté au nombre d'attestations qui, pour cette institution, est arrêté pour l'année académique suivante.

§ 3. Lorsqu'il délivre les attestations d'accès à la suite du programme du cycle, le jury applique le dispositif suivant : il est établi pour chaque institution un nombre T égal au nombre d'attestations d'accès autorisé par institution ainsi qu'un nombre NR égal au nombre d'étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Lorsque le rapport entre le nombre NR et le nombre T atteint un pourcentage supérieur à 30 %, le jury délivre les attestations, selon le classement établi conformément au § 1^{er}, à ces étudiants dans la limite du pourcentage de 30 % des nombres autorisés par université concernée.

§ 4. Cette attestation donne droit à l'inscription à la suite du programme du cycle pour la seule année académique suivante. Elle est personnelle et incessible. En cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'institution, cette attestation peut être valorisée une année académique ultérieure ».

L'article 110/5 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les crédits acquis par un étudiant qui n'a pas obtenu d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent être valorisés en vue d'une admission personnalisée dans tout cursus de premier cycle quel que soit l'établissement organisé ou subventionné par la Communauté française où l'étudiant s'inscrit par la suite, conformément à l'article 117 ».

L'article 110/6 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. L'étudiant ne peut présenter au maximum le concours en sciences médicales ou en sciences dentaires qu'au cours de deux années académiques consécutives, sauf en cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'établissement où l'étudiant est inscrit.

§ 2. L'étudiant qui n'a pas acquis 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études peut se réinscrire une seule fois dans un programme d'études en sciences médicales ou sciences dentaires tel que visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Sans qu'il ne puisse être dérogé à l'article 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études et sans préjudice des crédits acquis, l'étudiant qui a acquis au moins 45 crédits du programme d'études du premier cycle mais qui n'a pas obtenu une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peut se réinscrire dans un programme d'études en sciences médicales ou sciences dentaires tel que visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en vue de participer aux activités d'apprentissage et unités d'enseignement dont il n'a pas acquis les crédits et représenter une seule fois la seconde partie de l'évaluation visée à l'article 110/4, § 1^{er}.

§ 4. L'étudiant qui a acquis au moins 45 crédits du programme d'études du premier cycle mais qui n'a pas obtenu une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peut également valoriser les crédits qu'il a acquis en vue d'une inscription cumulée dans un programme d'études d'un domaine visé à l'article 83, § 1^{er}, 14° à 16°. L'étudiant s'inscrit conformément à l'article 99. Son programme d'études est validé par le jury conformément aux conditions de l'article 100, § 2.

L'étudiant ne s'acquies que des droits d'inscriptions relatifs au programme d'études visé au 1^{er} alinéa.

Lors des évaluations de fin de deuxième quadrimestre de ce programme d'études, il peut représenter une seule fois la seconde partie de l'évaluation visée à l'article 110/4, § 1^{er}, en vue de l'obtention de l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires ».

B.3.5. L'article 17, 1°, du décret attaqué abroge les articles 110/1 à 110/7 du décret du 7 novembre 2013, à l'exception des alinéas 2 à 7 de l'article 110/1, § 1^{er}, et de l'article 110/2 qui reste en vigueur pour l'année académique 2017-2018.

B.3.6. L'article 13 du décret attaqué oblige les parties requérantes à présenter l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué dès lors qu'elles étaient inscrites aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret et qu'elles n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours.

Les trois premières parties requérantes ne pouvaient pas obtenir cette attestation d'accès, en application de l'article 110/4, § 1^{er}, alinéa 5, cité en B.3.4.

La quatrième partie requérante a, pour sa part, participé au concours en juin 2017, mais elle n'a pas été classée en ordre utile. En application de l'article 17, 1°, du décret attaqué qui maintient en vigueur l'article 110/2 pour l'année académique 2017-2018, elle ne peut donc pas inscrire dans son programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires puisqu'elle n'a pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle.

B.3.7. L'examen limité de la recevabilité du recours en annulation auquel la Cour a pu procéder dans le cadre de la demande de suspension ne fait pas apparaître, au stade actuel de la procédure, que le recours en annulation - et donc également la demande de suspension - doive être considéré comme irrecevable en ce qu'il vise l'article 13 du décret attaqué, pour les quatre parties requérantes, et l'article 17 du décret attaqué, pour la quatrième partie requérante.

Quant aux conditions de la suspension

B.4. Aux termes de l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Les deux conditions étant cumulatives, la constatation que l'une de ces deux conditions n'est pas remplie entraîne le rejet de la demande de suspension.

En ce qui concerne le risque de préjudice grave difficilement réparable

B.5. La suspension par la Cour d'une disposition législative doit permettre d'éviter que l'application immédiate des normes attaquées risque de causer aux parties requérantes un préjudice grave, qui ne pourrait être réparé ou qui pourrait difficilement l'être en cas d'annulation de ces normes.

B.6. Il ressort de l'article 22 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 que, pour satisfaire à la seconde condition de l'article 20, 1°, de cette loi, la personne qui forme une demande de suspension doit exposer, dans sa requête, des faits concrets et précis qui prouvent à suffisance que l'application immédiate des dispositions dont elle demande l'annulation risque de lui causer un préjudice grave difficilement réparable.

Cette personne doit notamment faire la démonstration de l'existence du risque de préjudice, de sa gravité et de son lien avec l'application des dispositions attaquées.

B.7. Les parties requérantes justifient l'existence d'un préjudice grave difficilement réparable par le fait que l'exigence de détention d'une attestation de réussite de l'examen d'entrée et d'accès qui leur est imposée par les dispositions attaquées les empêche concrètement de poursuivre leurs études en sciences médicales ou dentaires. L'année académique débutera en septembre 2017 et cet examen aura lieu le 8 septembre 2017. En l'absence de suspension des dispositions décrétales attaquées, elles courent le risque d'être empêchées de s'inscrire pour la suite de leurs études et de ce fait de perdre une année académique et donc une année d'activité professionnelle.

La quatrième partie requérante

B.8.1. Le préjudice allégué trouve son origine dans l'article 13 du décret attaqué, qui oblige la quatrième partie requérante à présenter l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué dès lors qu'elle était inscrite aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur du décret et qu'elle n'a pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours. Elle a participé au concours en juin 2017, mais elle n'a pas été classée en ordre utile. En application de l'article 17 du décret attaqué, qui maintient en vigueur l'article 110/2 pour l'année académique 2017-2018, elle ne peut donc pas inscrire dans son programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires puisqu'elle n'a pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle.

B.8.2. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2 que le législateur décretaal a voulu offrir une possibilité supplémentaire aux étudiants qui, en application de l'article 110/2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, mentionné en B.3.4, ne peuvent pas poursuivre leur premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires.

L'article 13 du décret attaqué offre ainsi à la quatrième partie requérante une nouvelle possibilité de poursuivre ses études, moyennant la réussite de l'examen d'entrée et d'accès. Si la Cour suspendait cette disposition en ce qu'elle s'applique à la quatrième partie requérante et aux étudiants qui sont dans la même situation, elle les priverait de cette possibilité de poursuivre leurs études.

Par ailleurs, la quatrième partie requérante ne démontre pas que l'article 17 du décret attaqué, qui l'empêche de poursuivre le premier cycle en sciences médicales ou dentaires à défaut d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle, lui causerait un préjudice grave difficilement réparable. Le seul préjudice invoqué dans la requête concerne l'exigence de détention d'une attestation de réussite de l'examen d'entrée, qui est contenue dans l'article 13 du décret attaqué.

B.8.3. Dès lors que le préjudice invoqué par la quatrième partie requérante n'est pas démontré, une des deux conditions requises par l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 n'est pas remplie. La demande de suspension doit dès lors être rejetée, pour ce qui la concerne.

Les trois premières parties requérantes

B.9.1. Le préjudice allégué, mentionné en B.7, trouve son origine dans l'article 13 du décret attaqué, qui oblige les trois premières parties requérantes à présenter l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué dès lors qu'elles étaient inscrites aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur du décret et qu'elles ne disposent pas de l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours. Ces parties ne pouvaient pas obtenir cette attestation d'accès, en application de l'article 110/4, § 1^{er}, alinéa 5, cité en B.3.4. Suivant un programme allégé, en application de l'article 150, § 2, du décret du 7 novembre 2013, elles n'étaient pas admises à présenter le concours, puisque leur programme annuel, allégé, ne leur permettait pas d'acquérir les 60 premiers crédits du programme du cycle. C'est au terme de l'année académique 2017-2018, qu'elles auraient été tenues de présenter le concours et de se classer en ordre utile, pour autant qu'elles aient acquis 45 crédits, si le décret attaqué n'était pas entré en vigueur.

B.9.2. L'exécution immédiate de l'article 13 du décret attaqué peut avoir pour effet que si les trois premières parties requérantes ne réussissent pas l'examen d'entrée et d'accès, elles ne pourront pas inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme de premier cycle en sciences médicales et dentaires. Elles pourraient, en application de cet article 13, être empêchées de poursuivre durant l'année académique 2017-2018 le programme allégé faisant l'objet d'une convention conclue en janvier 2017 pour terminer leur première année de cycle, alors qu'elles auraient réussi la première partie de ce programme allégé. Le préjudice peut dès lors consister en la perte d'une année académique.

B.10. Il apparaît que l'exécution immédiate de l'article 13 du décret attaqué est susceptible de causer un préjudice grave difficilement réparable aux étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur du décret attaqué qui ont suivi un programme allégé, en application de l'article 150, § 2, du décret du 7 novembre 2013 et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement pour l'année académique 2016-2017, en ce qu'ils seraient empêchés de poursuivre ce programme allégé de première année de cycle durant l'année académique 2017-2018, avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès, cette réussite conditionnant la poursuite de leur programme de premier cycle en sciences médicales et dentaires.

En ce qui concerne le caractère sérieux des moyens

B.11. La Cour limite son examen du caractère sérieux au cinquième moyen en tant qu'il est dirigé contre la disposition dont l'exécution immédiate risque de causer un préjudice grave difficilement réparable aux trois premières parties requérantes.

B.12. Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 24, § 3, de la Constitution, combiné avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 13, paragraphe 2, c), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du droit au libre choix d'une activité professionnelle, consacré par l'article 23 de la Constitution et par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les parties requérantes reprochent notamment à l'article 13 du décret attaqué de discriminer les étudiants qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement puisqu'ils sont traités de la même manière que les étudiants qui n'ont pas réussi les cours prévus par leur convention d'allègement.

B.13. Le moyen sérieux ne se confond pas avec le moyen fondé.

Pour qu'un moyen soit considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, il ne suffit pas qu'il ne soit pas manifestement non fondé au sens de l'article 72, mais il faut aussi qu'il revête une apparence de fondement au terme d'un premier examen des éléments dont la Cour dispose à ce stade de la procédure.

B.14. Le traitement identique, quant à l'obligation de présenter un examen d'entrée et d'accès aux études en sciences médicales et dentaires, des étudiants déjà inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires qui ont acquis les crédits prévus par leur convention d'allègement et des étudiants déjà inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires qui n'ont pas acquis tous les crédits prévus par leur convention d'allègement exige, compte tenu du principe d'égalité et de non-discrimination et de la liberté et de l'égalité d'enseignement, une justification raisonnable. En effet, les premiers ont réussi le programme prévu par leur convention d'allègement et cette réussite doit être prise en compte pour apprécier leur capacité à poursuivre la deuxième partie de cette première année et à réussir l'examen d'entrée et d'accès, de manière à avoir accès à la suite du programme du cycle. S'il peut se justifier raisonnablement que le législateur décréta ne permette pas à des étudiants qui ont réussi moins de la moitié de la première année de cycle de poursuivre cette première année sans réussir l'examen d'entrée et d'accès, cette justification ne suffit pas lorsque l'étudiant a réussi la moitié de cette première année.

Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2 que le législateur décréta oblige les étudiants déjà inscrits aux études en sciences médicales et dentaires à présenter l'examen d'entrée et d'accès s'ils n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle, pour ne pas « annuler les effets du concours ».

Or, les étudiants qui, comme les trois premières parties requérantes, ont suivi un programme allégé, en application de l'article 150, § 2, du décret du 7 novembre 2013, ne font pas partie de la cohorte des étudiants qui étaient tenus au concours organisé en juin 2017. Ils n'étaient pas admis à présenter ce concours d'accès à la suite du programme du cycle puisque leur programme annuel, allégé, ne leur permettait pas d'acquérir les 60 premiers crédits du programme du cycle. C'est au terme de l'année académique 2017-2018 qu'ils auraient été tenus de présenter le concours et de se classer en ordre utile, pour autant qu'ils aient obtenu 45 crédits, si le décret attaqué n'était pas entré en vigueur. L'examen d'entrée et d'accès qu'ils sont tenus de présenter en application de l'article 13 du décret attaqué n'est pas pour eux une nouvelle chance de pouvoir poursuivre leurs études en sciences médicales ou dentaires. S'il est vrai que ces étudiants ne pouvaient pas poursuivre leurs études à défaut d'attestation d'accès pour la suite du programme de cycle délivrée à la suite du concours et qu'il peut se justifier raisonnablement de leur imposer la réussite de l'examen d'entrée et d'accès qui remplace le concours, il ne semble pas justifié raisonnablement de remplacer, pour ces étudiants, l'obligation de réussir un concours d'accès en fin de première année de cycle qu'ils ne pouvaient pas présenter en 2016-2017 par l'obligation de réussir en septembre 2017 un examen d'entrée et d'accès au cycle pour pouvoir poursuivre durant l'année académique 2017-2018 le programme allégé qu'ils ont commencé et réussi durant l'année académique 2016-2017.

B.15. Dans le cadre limité de l'examen auquel la Cour a pu procéder lors du traitement de la demande de suspension, le moyen pris de la violation des articles 10, 11 et 24, § 3, de la Constitution, combinés avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, doit être considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, mais uniquement en ce que l'article 13 du décret attaqué empêche les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret, qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, de terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès. Le législateur décréta semble ne pas avoir suffisamment tenu compte de la situation particulière de ces étudiants.

B.16. Il est satisfait aux conditions de la suspension de l'article 13 du décret attaqué, mais uniquement dans la mesure indiquée en B.15.

Par ces motifs,

la Cour

- suspend l'article 13 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, mais uniquement en ce qu'il empêche les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret, qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, de terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès;

- rejette la demande de suspension pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 1^{er} septembre 2017.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2017/13146]

Uittreksel uit arrest nr. 103/2017 van 1 september 2017

Rolnummer : 6709

In zake : de vordering tot schorsing van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde, ingesteld door Sarah Oudaha en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 juli 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 juli 2017, is een vordering tot schorsing ingesteld van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 april 2017) door Sarah Oudaha, Claire Maton, Frederico Caruso en Mathilde Cenne, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. L. Misson en Mr. A. Kettels, advocaten bij de balie te Luik.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van dezelfde decreetsbepalingen.

Bij beschikking van 19 juli 2017 heeft het Hof de terechtzitting voor de debatten over de vordering tot schorsing bepaald op 29 augustus 2017, na de in artikel 76, § 4, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof bedoelde overheden te hebben uitgenodigd hun eventuele schriftelijke opmerkingen, in de vorm van een memorie, uiterlijk op 16 augustus 2017 in te dienen en een afschrift ervan binnen dezelfde termijn aan de verzoekende partijen over te zenden.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context van het bestreden decreet

B.1. De artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde bepalen :

« Artikel 1. § 1. Hebben alleen toegang tot de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en tot de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde met het oog op het behalen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten die voldoen aan de algemene voorwaarden voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld in artikel 107 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en die houder zijn van een slaagattest, uitgereikt na een ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde, hierna 'ingangs- en toelatingsexamen' genoemd.

§ 2. Vanaf het academiejaar 2017-2018, organiseert de Regering een ingangs- en toelatingsexamen.

Voor het academiejaar 2017-2018, wordt het ingangs- en toelatingsexamen op gecentraliseerde wijze op 8 september 2017 georganiseerd. De uiterste inschrijvingsdatum wordt op 1 augustus 2017 vastgesteld. Wegens behoorlijk met redenen omklede overmacht, kan de Regering van die datums afwijken.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES ('Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur') (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), kan de Regering het ingangs- en toelatingsexamen organiseren op gecentraliseerde wijze of binnen elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES, kan de Regering het ingangs- en toelatingsexamen een eerste keer gedurende de eerste veertien dagen van juli en een tweede keer gedurende de periode van 15 augustus tot 15 september organiseren.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES, stelt de Regering de uiterste inschrijvingsdatum(s) en de examendatum(s) vast.

§ 3. Om aan dat ingangs- en toelatingsexamen deel te nemen, schrijft de kandidaat zich in op een computerplatform dat door de ARES wordt gecentraliseerd.

Het inschrijvingsrecht voor dat examen wordt op 30,00 euro vastgesteld. Indien het examen twee keer per academiejaar wordt georganiseerd, wordt het inschrijvingsrecht bij elke inschrijving voor het examen gevorderd. Het inschrijvingsgeld wordt aan de ARES betaald en wordt door de ARES aan de kandidaat terugbetaald op voorwaarde dat deze aan het ingangs- en toelatingsexamen werkelijk deelneemt.

Bij die inschrijving vermeldt de kandidaat :

1° de keuze van de studierichting (geneeskunde of tandheelkunde);

2° of hij als verblijvende student kan worden beschouwd in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs. De student bezorgt de gegevens waardoor zijn hoedanigheid van verblijvende student kan worden bewezen.

Samen met de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, kijkt de ARES na of de student als verblijvende student kan worden beschouwd. De ARES zendt de lijst van verblijvende studenten en niet verblijvende studenten die voor het ingangs- en toelatingsexamen ingeschreven zijn naar de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen uiterlijk de dag waarop het ingangs- en toelatingsexamen wordt georganiseerd.

Indien het examen op gecentraliseerde wijze wordt georganiseerd, vermeldt de kandidaat de universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, waarin hij zijn studie wenst voort te zetten als hij slaagt.

Indien het examen wordt georganiseerd binnen elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, vermeldt de kandidaat de universitaire instelling waarin hij het ingangs- en toelatingsexamen wenst af te leggen. Als hij slaagt, zet de kandidaat zijn studie voort bij dezelfde universitaire instelling.

De kandidaat kan zijn inschrijving vóór het ingangs- en toelatingsexamen intrekken tot uiterlijk drie werkdagen vóór de datum van het examen. Het in het tweede lid bedoelde inschrijvingsgeld wordt hem dan door de ARES terugbetaald.

§ 4. Indien het examen wordt georganiseerd in alle universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, zendt de ARES, na de uiterste inschrijvingsdatum en vóór de organisatie van het examen, naar die instellingen de lijst van de kandidaten die voor het examen ingeschreven zijn.

§ 5. In afwijking van § 1, worden ook tot de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en tot de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde toegelaten, de studenten die, om een bijzondere beroepstitel te behalen, in het kader van hun cursus master specialisatie in de geneeskunde of in de tandheelkunde, het onderwijs van de eerste cyclus of de tweede cyclus respectief in de tandheelkunde of in de geneeskunde moeten volgen.

§ 6. De studenten die zich voor de studie van de eerste cyclus en de tweede cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde wensen in te schrijven, met uitzondering van de master specialisatie, en die studiepunten hebben verworven of opgeteld op grond van een academische graad voor de verwerving waarvan de in § 1 vermelde bijkomende voorwaarde niet van toepassing is, leggen het ingangs- en toelatingsexamen af.

Art. 2. § 1. Voor alle universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, wordt een examencommissie opgericht voor het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde van de Franse Gemeenschap, hierna 'examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen' genoemd.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen staat onder toezicht van één van de commissarissen of afgevaardigden van de Regering die bij een universiteit worden aangewezen. De Regering wijst, op de voordracht van die commissarissen en afgevaardigden, de commissaris of afgevaardigde belast met dat toezicht aan.

§ 2. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen bepaalt de vragen van het examen en de nadere regels voor de evaluatie ervan, alsook de redelijke aanpassingen bedoeld bij het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs.

§ 3. De Regering wijst de leden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen aan, op de voordracht van de in § 1 bedoelde universitaire instellingen. Ze worden aangewezen uit de werkende of emeritus leden van het academisch corps van de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren. Hun aantal is 10; dit is 2 per universitaire instelling. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen heeft een voorzitter en een ondervoorzitter. De ondervoorzitter van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen kan de voorzitter vervangen. De ARES neemt het secretariaat van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen waar.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen kan zich, in het kader van haar opdrachten, laten bijstaan door deskundigen die onder haar verantwoordelijkheid worden aangewezen. De inspecteurs van het gewoon secundair onderwijs die de functies uitoefenen die bedoeld zijn in artikel 28, 8°, 17°, 19° en 20°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs nemen deel aan de werkzaamheden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen. Ze worden, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, gezamenlijk door de minister van leerplichtonderwijs en de minister van hoger onderwijs aangewezen.

Op verzoek van de examencommissie, kunnen de deskundigen de beraadslaging van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen met adviserende stem bijwonen. De inspecteurs nemen geen deel aan de beraadslaging van die examencommissie.

Het mandaat van de leden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen duurt één jaar en wordt stilzwijgend hernieuwd.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt dit aan de Regering ter goedkeuring voor.

Art. 3. Het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie geneeskunde en/of de studie tandheelkunde wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd, bestaande uit twee delen, en heeft betrekking op de volgende vakken :

Deel 1 : kennis en begrip van wetenschappelijke vakken :

- a) biologie;
- b) scheikunde;
- c) natuurkunde;
- d) wiskunde.

Deel 2 : communicatie en kritische analyse van informatie :

a) evaluatie van de bekwaamheid op het vlak van redenering, analyse, integratie, synthese, argumentatie, kritische zin en conceptualisering;

b) evaluatie van de bekwaamheid om te communiceren en om de conflictueuze of potentieel conflictueuze situaties gewaar te worden;

c) evaluatie van de bekwaamheid om de ethische dimensie van de te nemen beslissingen en de gevolgen ervan voor de individuele personen en de samenleving gewaar te worden;

d) evaluatie van de bekwaamheid tot empathie, medelijden, rechtvaardigheid en respect.

Op de voordracht van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen, stelt de Regering het gedetailleerde programma van het examen vast.

Om voor het ingangs- en toelatingsexamen te slagen, moet de kandidaat een gemiddelde van minstens 10/20 voor elk deel behalen, met minstens 8/20 voor elk onderwerp van beide delen van het examen. Om het globale cijfer te krijgen, telt de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen de voor elk deel gekregen gemiddelden op.

Art. 4. § 1. De ARES zorgt voor het beheer en de materiële en administratieve organisatie van het in artikel 1 bedoelde ingangsexamen, overeenkomstig de opdrachten die bepaald zijn in artikel 21, 5°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

§ 2. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen neemt de academische verantwoordelijkheid voor het examen op.

Art. 5. Vanaf het begrotingsjaar 2017 wordt elk jaar een globale subsidie van achthonderdduizend euro (800.000 euro) aan de ARES toegekend, met het oog op het beheer en de administratieve en materiële organisatie van het toegangsexamen en de oriëntatietest voor de gezondheidssector. Ze wordt jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig de formule die bepaald is in artikel 29, § 4, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling. De ARES kan een deel van dat bedrag aan de betrokken instellingen toekennen met het oog op de materiële en logistieke organisatie van het toegangsexamen.

Art. 6. § 1. Uiterlijk binnen de 3 dagen volgend op de beraadslaging, deelt de voorzitter van de examencommissie voor het toegangsexamen en toelatingsexamen de kandidaten de resultaten van het examen door toedoen van de ARES mee, en zendt de lijst van de geslaagden naar de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren.

Uiterlijk binnen de 10 dagen volgend op de organisatie van het examen, reikt de examencommissie voor het toegangsexamen en toelatingsexamen door toedoen van de ARES aan de kandidaten die geslaagd zijn een attest uit dat het bewijs levert dat ze voor het toegangsexamen en toelatingsexamen geslaagd zijn. Onverminderd de andere toelatingvoorwaarden, wordt de student die houder is van dat attest ingeschreven bij de universitaire instelling die werd vastgesteld bij zijn inschrijving voor het examen overeenkomstig artikel 1, § 3.

Dat attest van slagen voor het examen geldt alleen voor het onmiddellijk hierop volgende academiejaar. Het is persoonlijk en niet overdraagbaar. Bij overmacht, behoorlijk vastgesteld door de examencommissie voor het toegangsexamen en toelatingsexamen, kan dat attest geldig worden gemaakt voor de twee volgende academiejaren.

§ 2. Wanneer de examencommissie voor het toegangsexamen en toelatingsexamen beraadslaagt, past ze het volgende stelsel toe : voor elke studierichting wordt een T-aantal bepaald, gelijk aan het totale aantal kandidaten die voor het in artikel 1 bedoelde toegangsexamen en toelatingsexamen geslaagd zijn alsook een NV-aantal voor elke studierichting, gelijk aan het aantal kandidaten die voor het toegangsexamen en toelatingsexamen geslaagd zijn en die niet beschouwd worden als verblijvende studenten in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs.

Wanneer de verhouding tussen dat NV-aantal en het T-aantal een percentage bereikt dat hoger is dan 30 %, wordt een rangschikking door de examencommissie voor het toegangsexamen en toelatingsexamen uitgevoerd onder de kandidaten die voor het toegangsexamen geslaagd zijn en die niet als verblijvende studenten kunnen worden beschouwd, om de kandidaten aan te wijzen aan wie een slaagattest zal worden uitgereikt. De examencommissie rangschikt die kandidaten in dalende volgorde van de globale cijfers die worden behaald door elk van de kandidaten voor het toegangsexamen en toelatingsexamen. Ze kent de slaagattesten toe aan de kandidaten die voor het toegangsexamen geslaagd zijn en die batig gerangschikt zijn, totdat het percentage van kandidaten die niet als verblijvende studenten kunnen worden beschouwd 30 % uitmaakt van het totaal aantal geslaagden.

Op het einde van die procedure, wordt voor elke studierichting een G-aantal vastgesteld, gelijk aan het aantal studenten die houder zijn van een attest van slagen voor het examen.

Art. 7. De kandidaat kan het toegangsexamen en toelatingsexamen alleen afleggen gedurende een academiejaar binnen de 5 academiejaren volgend op de datum waarop het examen voor de eerste keer werd afgelegd, behoudens overmacht die door de examencommissie voor het toegangsexamen en toelatingsexamen behoorlijk wordt vastgesteld.

Art. 8. Voor de academiejaren 2017-2018 en 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, aangepast, door het totale aantal studenten in de geneeskunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b), c) en f), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende formule : het G-aantal betreffende de studierichting geneeskunde, vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt vermenigvuldigd met de volgende verdelingspercentages :

1. Université de Liège : 20,88 %;
2. Université catholique de Louvain : 27,06 %;
3. Université libre de Bruxelles : 18,94 %;
4. Université de Mons : 11,15 %;
5. Université de Namur : 21,97 %.

Voor het academiejaar 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de eerste cyclus in de geneeskunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven en zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2019-2020, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de eerste cyclus in de geneeskunde.

Voor de academiejaren 2020-2021 en 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C, bedoeld in artikel 28 van die zelfde wet, aangepast, door het totale aantal studenten in de geneeskunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de 60 eerste studiepunten van de tweede studiecycclus in de in artikel 25, a), b), c) bedoelde universitaire instellingen te verdelen over die zelfde instellingen volgens de volgende percentages :

- 1° Université de Liège : 22,55 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 49,97 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 27,48 %.

Voor het academiejaar 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de tweede cyclus in de geneeskunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven maar die zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2022-2023, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de tweede cyclus in de geneeskunde.

Art. 9. Voor de academiejaren 2017-2018 en 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van groep B, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, eveneens aangepast, door het totale aantal studenten in de tandheelkunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b), c), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende formule : het G-aantal betreffende de studierichting tandheelkunde, vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt vermenigvuldigd met de volgende verdelingspercentages :

- 1° Université de Liège : 25,96 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,69 %;

3° Université libre de Bruxelles : 35,35 %.

Voor het academiejaar 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling eveneens aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de eerste cyclus in de tandheelkunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven en die zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2019-2020, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling eveneens aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de eerste cyclus in de tandheelkunde.

Voor het academiejaar 2020-2021, wordt de berekening van het aantal studenten van groep C, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, verricht, door het totale aantal studenten in de tandheelkunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de tweede cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b) en c), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende verdelingspercentages :

1° Université de Liège : 22,41 %;

2° Université catholique de Louvain : 38,58 %;

3° Université libre de Bruxelles : 39,01 %.

Vanaf het academiejaar 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling eveneens aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de tweede cyclus in de tandheelkunde.

Art. 10. De in de artikelen 8 en 9 bedoelde financieringsstelsels zijn van toepassing tot 2026 ».

« Art. 13. De studenten die ingeschreven zijn voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die geen attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, uitgereikt op het einde van het vergelijkend examen, hebben bekomen, moeten het in artikel 1 bedoelde ingangs- en toelatingsexamen afleggen om in hun studieprogramma de onderwijseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde op te kunnen nemen.

Met het oog op de inschrijving van die studenten voor het ingangs- en toelatingsexamen, zendt elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, voor uiterlijk 31 juli 2017, de lijst van de studenten die gedurende het academiejaar 2016-2017 ingeschreven waren in de geneeskunde en in de tandheelkunde, naar de ARES. Ze worden geacht ingeschreven te zijn voor het ingangs- en toelatingsexamen. In afwijking van artikel 1, § 3, worden ze vrijgesteld van de betaling van het geld van de inschrijving voor het examen.

Art. 14. Voor het academiejaar 2016-2017, worden de attesten bedoeld in artikel 110/4, § 2, van het decreet van 7 november 2013 door de examencommissie uiterlijk op 5 september 2017 uitgereikt.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. In artikel 4, eerste lid, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, worden de woorden 'met uitzondering van 4° en 5°' ingevoegd tussen de woorden 'voor iedere cursus bedoeld bij artikel 3', en de woorden 'wordt een aantal T bepaald'.

Art. 16. In artikel 5 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : 'Bij afwijking daarvan, dienen de studenten die een aanvraag om inschrijving in een cursus bedoeld in artikel 3, 4° en 5° indienen, hun aanvraag om inschrijving in volgens de regels die door de universitaire instellingen nader bepaald worden.';

2° in het vierde lid worden de woorden 'met uitzondering van 4° en 5°' ingevoegd tussen de woorden 'voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 3' en de woorden 'ten laatste'.

Art. 17. In het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° afdeling I/1 'Bijzondere bepalingen betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen' bestaande uit de artikelen 110/1 tot 110/7 wordt opgeheven, met uitzondering van het eerste tot zevende lid van artikel 110/1, § 1, en artikel 110/2, dat voor het academiejaar 2017-2018 geldig blijft;

2° in artikel 110/1, § 1, tweede lid, worden de woorden 'Die test wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd' vervangen door de woorden 'Er wordt een oriëntatietest in de gezondheidssector in de diergeneeskunde georganiseerd in de vorm van een schriftelijke proef.';

3° artikel 150, § 2, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017, met uitzondering van de artikelen 11, 12 en 14, die voor het academiejaar 2016-2017 uitwerking hebben, en van de artikelen 15 tot 17, die voor het academiejaar 2017-2018 in werking treden ».

B.2. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de doelstelling van de decreetgever de volgende is :

« Dit decreet, voert, zonder dat het de instemming van de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel met het mechanisme van hetingangsexamen weergeeft, een dergelijk mechanisme in met de bedoeling de uitreiking van een RIZIV-attest door de federale Staat, te garanderen aan de gediplomeerde studenten van de tweede cyclus in de medische en tandheelkundige wetenschappen.

Deze regeling voert dus ook eeningangsexamen in, dat op gecentraliseerde wijze wordt georganiseerd voor het academiejaar 2017-2018 door het ARES (Académie de Recherche et Enseignement Supérieur) en waarbij het welslagen ervoor een toelatingsvoorwaarde is tot de studiecycclus » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2016-2017, nr. 410/1, p. 4).

Volgens de memorie van toelichting heeft de decreetgever voor de regeling van het toelatingsexamen gekozen veeleer dan voor het vergelijkend examen dat « een selectiemechanisme blijft waaraan de Federatie Wallonië-Brussel voorkeur geeft in zoverre het de studenten toelaat zich in de cursus te integreren en hun kennis in voorkomend geval te valoriseren voor andere studierichtingen » (*ibid.*, p. 5) :

« de organisatie van een vergelijkend examen, mocht dat worden ingevoerd bij de aanvang van de studies, onmogelijk wordt gemaakt door de moeilijkheden die de federale Regering ondervindt om precieze betrouwbare en gerespecteerde cijfers te geven in verband met de volgende federale planning. De recente evoluties naar aanleiding van beroepen ingediend door studenten die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus hebben verkregen, hebben immers aangetoond dat het federale mechanisme niet vast stond, aangezien gebleken is dat men geen quota kon geven in overeenstemming met de situatie die men beweerde te regelen. Een vergelijkend examen dat wordt georganiseerd bij aanvang van de studies heeft enkel zin indien het kan worden gebaseerd op betrouwbare, objectieve en gestabiliseerde gegevens, die moeten worden vastgesteld door de federale overheid. Naast diegenen die

in het geding werden gebracht zijn er echter andere die het voorwerp hebben uitgemaakt van politieke beslissingen waarbij de wetenschappelijke inbreng van de Planningscommissie werd ontkend. Het blijkt dat, door een gebrek aan voorzorg of vastberadenheid van de federale Regering, enkel een mechanisme van ingangsexamen, dat dus niet de bedoeling heeft een vooraf bepaald aantal laureaten te filteren, thans de meest stabiele formule voor voorstel blijkt te zijn.

De regeling van het ingangsexamen kan enkel worden aangenomen in zoverre die het mogelijk maakt om af te stemmen op de vereisten van de federale Regering, die de facto de aan de Federatie Wallonië-Brussel geboden mogelijkheden beperken. De organisatie van het ingangsexamen moet dus worden gezien in het licht van zekerheid dat een getuigschrift van een RIZIV-nummer wordt toegekend aan de studenten die thans zijn ingeschreven in de beide opleidingsrichtingen » (*ibid.*, p. 5).

Wat betreft « de overgangsregeling voor de 'geslaagde studenten die hun studies niet mogen voortzetten' van het academiejaar 2016-2017 », wordt naar aanleiding van het advies van de Raad van State, in de memorie van toelichting de gelijke behandeling van de studenten die 45 studiepunten hebben behaald en die geen attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus bezitten en de studenten die niet 45 van de eerste 60 studiepunten van de cyclus hebben behaald als volgt verantwoord :

« Er wordt aan herinnerd dat het mechanisme van het vergelijkend examen zoals toegepast krachtens het decreet van 9 juli 2015 betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen twee voorwaarden invoert voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, namelijk 45 studiepunten behaald hebben en een attest van toelating bezitten. De student die niet beantwoordt aan die twee voorwaarden kan geen toegang hebben tot het vervolg van het programma. Het blijkt dat de student die minder dan 45 studiepunten heeft behaald en diegene die meer dan 45 studiepunten heeft behaald maar die niet het attest verkregen zich beiden in een situatie bevinden die hen verhindert toegang te hebben tot het vervolg van het programma van de cyclus. Teneinde de overgang te verzekeren tussen het mechanisme van het vergelijkend examen dat wordt georganiseerd op het einde van het eerste jaar van de eerste cyclus en dat van het examen dat wordt georganiseerd bij aanvang van de eerste cyclus, bepaalt de regeling dat elke student die geen toegang kan hebben tot het vervolg van het programma van de cyclus een ingangsexamen moet afleggen. Zo niet zal de enige manier om de discriminatie te beëindigen waarop de Raad van State heeft gewezen erin bestaan alle studenten die 45 studiepunten hebben behaald toe te laten zich in te schrijven voor het vervolg van het programma van de cyclus. Dat zou erop neerkomen dat de gevolgen van het vergelijkend examen worden vernietigd, terwijl het mechanisme van het decreet van 9 juli niet door de afdeling bestuurspraak van de Raad van State werd verworpen » (*ibid.*, p. 7).

Voor de bevoegde Kamercommissie van het Parlement van de Franse Gemeenschap is in verband met de overgang van de regeling van het vergelijkend examen die nog van toepassing is in juni 2017 naar het mechanisme van het ingangs- en toelatingsexamen dat zal worden toegepast vanaf de maand september, gepreciseerd :

« Teneinde de overgang te verzekeren tussen de twee modellen en onverminderd de gevolgen die het dossier, om de talrijke door de heer minister Marcourt aangehaalde redenen, zou kunnen hebben voor het gerecht, zullen enkel de studenten die thans zijn ingeschreven in een programma van het eerste jaar van de eerste cyclus die, na de beraadslagingen van september eerstkomend 45 studiepunten hebben behaald en het attest van het vergelijkend examen bezitten, hun opleidingen kunnen voortzetten. Zelfs indien ze studiepunten hebben behaald, zullen de andere studenten het ingangsexamen en toelatingsexamen moeten afleggen. Aldus worden allen op voet van gelijkheid geplaatst voor de ingevoerde proef. Teneinde hun inschrijving voor het examen te verzekeren, zullen alle lijsten van studenten die zijn ingeschreven in de cursussen worden overgezonden aan het ARES met het oog op een inschrijving voor het examen.

Ten slotte verzekert artikel 12, zoals reeds is aangehaald, een juridische basis voor de geslaagde studenten van de zomer 2016 die hun studies niet mogen voortzetten. Het regulariseert de situatie van de geslaagde studenten die hun studies niet mogen voortzetten die worden beoogd in de beschikkingen van de Rechtbank van eerste aanleg te Namen en de Rechtbank van eerste aanleg te Nijvel van 20 september 2016 » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2016-2017, nr. 410/3, p. 6).

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.3.1. Aangezien de vordering tot schorsing ondergeschikt is aan het beroep tot vernietiging, dient de ontvankelijkheid van dat laatste, en met name wat het bestaan van het vereiste belang betreft, reeds bij het onderzoek van de vordering tot schorsing te worden nagegaan.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. De eerste drie verzoekende partijen zijn ingeschreven voor Blok 1 van het programma van de Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde voor het academiejaar 2016-2017 en hebben, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studie, op het einde van de zittijd van januari 2017 een verminderingsovereenkomst gesloten.

De vierde verzoekende partij is sinds het academiejaar 2015-2016 ingeschreven voor Blok 1 van het programma van de Bachelor in de geneeskunde en heeft, met toepassing van datzelfde artikel 150, § 2, op het einde van de zittijd van januari 2016 een verminderingsovereenkomst gesloten. Zij heeft de 60 studiepunten van Blok 1 van het programma van de Bachelor in de geneeskunde behaald.

De verzoekende partijen vorderen de schorsing en de vernietiging van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde. Zij doen gelden dat de vereisten van bezit van een attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus van Bachelor in de medische of tandheelkundige wetenschappen of van een attest van het slagen voor het ingangsexamen hun recht om de hogere studies van hun keuze voort te zetten, beperken en aldus afbreuk doen aan dat recht.

B.3.4. Met toepassing van artikel 100, § 1, van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 kan de student zich inschrijven voor het vervolg van het programma van de cyclus indien hij 45 van de 60 op het programma van de student van Blok 1 opgenomen studiepunten behaalt.

Artikel 110/2, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013, ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2015 betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen verplicht de student die zich wil inschrijven voor het vervolg van het programma van de eerste cyclus bovendien ertoe een toelatingsattest te verkrijgen. Het bepaalt immers :

« Voor de toepassing van artikel 100, § 2, boven de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus, kunnen alleen de studenten die houder zijn van een attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in hun studieprogramma de onderwijseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de medische wetenschappen of tandheelkundige wetenschappen opnemen. ».

Artikel 110/3 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. Elk jaar, vóór 30 juni, stelt de Regering het globale aantal toelatingsattesten bedoeld in artikel 110/2 vast, die gedurende het volgende academiejaar zullen worden uitgereikt, rekening houdend met, inzonderheid, het aantal gediplomeerden van de tweede cyclus die toegang zullen krijgen tot bijzondere beroepstitels krachtens de federale wetgeving over de planning van het medisch aanbod.

Zo niet, dan wordt het aantal toelatingsattesten verlengd voor het volgende academiejaar.

§ 2. Wanneer de Regering het globale aantal toelatingsattesten vaststelt, bepaalt ze, voor elke universiteit, het aantal toelatingsattesten die gedurende het volgende academiejaar zullen worden uitgereikt.

De verdeling over de universitaire instellingen geschiedt volgens het principe 'de sterkste blijft over', door 20,88 procent van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma in de medische wetenschappen toe te kennen aan de 'Université de Liège', 27,06 procent aan de 'Université catholique de Louvain', 18,94 procent aan de 'Université libre de Bruxelles', 11,15 procent aan de 'Université de Mons' en 21,97 procent aan de 'Université de Namur'.

De verdeling over de universitaire instellingen geschiedt volgens het principe 'de sterkste blijft over', door 25,96 procent van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma in de tandheelkundige wetenschappen toe te kennen aan de 'Université de Liège', 38,69 procent aan de 'Université catholique de Louvain', en 35,35 procent aan de 'Université libre de Bruxelles'.

Die verdelingen worden voor hoogstens 9 jaar vastgesteld. Vanaf het academiejaar 2024-2025, stelt de Regering voor de 9 volgende jaren de verdelingen over de instellingen vast.

In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de geneeskunde verdeeld als volgt : 135 attesten voor de 'Université de Liège', 176 attesten voor de 'Université catholique de Louvain', 123 attesten voor de 'Université libre de Bruxelles', 72 attesten voor de 'Université de Mons' en 143 attesten voor de 'Université de Namur'.

In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de tandheelkunde verdeeld als volgt : 23 attesten voor de 'Université de Liège', 34 attesten voor de 'Université catholique de Louvain', en 32 attesten voor de 'Université libre de Bruxelles' ».

Artikel 110/4 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. Er wordt een vergelijkend examen georganiseerd binnen elke instelling die de cursus van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en in de tandheelkundige wetenschappen organiseert om de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uit te reiken.

De evaluatie van elk van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester wordt in twee delen georganiseerd : het eerste deel beoogt het behalen van studiepunten die overeenstemmen met de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, het tweede deel beoogt de toekenning van cijfers voor de rangschikking bij het vergelijkend examen. Binnen de drie jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, vergewissen alle betrokken universiteiten zich ervan dat minstens de helft van de evaluatie van dat tweede deel gemeen is en wordt, in voorkomend geval, georganiseerd door de betrokken universiteiten.

Het tweede deel van de in het vorige lid bedoelde evaluatie wordt alleen één keer in een academiejaar georganiseerd, bij de periode voor de evaluatie op het einde van het tweede kwadrimester.

Het vergelijkend examen kan niet worden gesplitst. Ongeacht de kredieten die reeds werden verworven of behouden voor de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, legt de student het gehele tweede deel van de evaluaties van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester af.

Voor de studenten die de programmavermindering bedoeld in de artikelen 150, § 2, 2°, en 151, genieten, betreffende het programma van de 60 eerste studiepunten van het studieprogramma, worden alleen toegelaten het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden af te leggen, de studenten waarvan het jaarprogramma het mogelijk maakt, op het einde van het lopende academiejaar, de eerste 60 studiepunten van het programma van de cyclus te verwerven of te behouden.

Voor de toepassing van het tweede lid kan het in artikel 79, § 1, eerste lid, bedoelde uitzonderlijke stelsel niet worden gebruikt.

§ 2. Naast de artikelen 139 en 140, voor het uitreiken van de in artikel 110/2 bedoelde attesten, nadat op het einde van het tweede kwadrimester over de 60 eerste studiepunten van het studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen werd beraadslaagd, telt de examencommissie, voor elke student, de cijfers, gewogen op grond van de studiepunten die overeenstemmen met de onderwijseenheden, behaald voor het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, op, en rangschikt de studenten in dalende volgorde van de som van die cijfers.

De in paragraaf 1 bedoelde attesten worden door de examencommissie uiterlijk op 13 september uitgereikt, in de volgorde van de rangschikking van het vergelijkend examen en binnen de perken van de beschikbare attesten, op voorwaarde dat de student minstens 45 van de eerste 60 studiepunten van het programma van de studies van de eerste cyclus heeft behaald.

Wanneer de examencommissie de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uitreikt, beslist ze, in geval van ex aequo, tussen studenten op grond van het gemiddelde van de uitslagen die werden behaald voor het eerste deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester.

Wanneer in een instelling op het einde van het academiejaar minder attesten voor de toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus worden uitgereikt dan het toegelaten aantal, wordt het aantal overblijvende attesten opgeteld bij het aantal attesten dat, voor die instelling, voor het volgende academiejaar wordt vastgesteld.

§ 3. Wanneer de examencommissie de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uitreikt, past ze het volgende stelsel toe : er wordt voor elke instelling een T-aantal vastgesteld, dat gelijk is aan het aantal toegangsatsten dat voor elke instelling wordt toegelaten, alsook een NR-aantal dat gelijk is aan het aantal studenten die niet worden beschouwd als studenten die hun hoofdverblijfplaats in België hebben in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs.

Wanneer de verhouding tussen het NR-aantal en het T-aantal een percentage bereikt dat hoger is dan 30 %, kent de examencommissie de attesten toe, volgens de overeenkomstig § 1 bepaalde rangschikking, aan die studenten binnen de perken van het percentage van 30 % van de aantallen die voor elke betrokken universiteit worden toegelaten.

§ 4. Dat attest geeft recht op de inschrijving voor het vervolg van het programma van de cyclus voor alleen het volgende academiejaar. Het is persoonlijk en niet overdraagbaar. In geval van overmacht die door de academische autoriteiten van de instelling behoorlijk wordt vastgesteld, kan dat attest voor een volgend academiejaar geldig worden verklaard ».

Artikel 110/5 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De studiepunten die worden behaald door een student die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, kunnen in aanmerking worden genomen met het oog op een individuele toelating tot elke cursus van de eerste cyclus, ongeacht de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling waar de student zich in het vervolg inschrijft, overeenkomstig artikel 117 ».

Artikel 110/6 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. De student kan het vergelijkend examen in de medische of tandheelkundige wetenschappen alleen gedurende twee opeenvolgende academiejaren afleggen, behalve in geval van overmacht die door de academische autoriteiten van de instelling waar de student ingeschreven is, behoorlijk wordt vastgesteld.

§ 2. De student die niet 45 studiepunten van de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma heeft behaald, kan zich één keer opnieuw inschrijven in een studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 100, § 1, eerste lid.

§ 3. Zonder dat afwijking kan worden toegestaan van artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, en onverminderd de behaalde studiepunten, kan de student die minstens 45 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus heeft behaald maar die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, zich opnieuw inschrijven voor een studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 100, § 1, eerste lid, om deel te nemen aan de leeractiviteiten en onderwijseenheden waarvan hij de studiepunten niet heeft behaald, en het tweede deel van de in artikel 110/4, § 1 bedoelde evaluatie één keer afleggen.

§ 4. De student die minstens 45 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus heeft behaald maar die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, kan ook de studiepunten laten gelden die hij heeft behaald met het oog op een gecumuleerde inschrijving voor een studieprogramma van een studiegebied bedoeld in artikel 83, § 1, 14° tot 16°. De student laat zich inschrijven overeenkomstig artikel 99. Zijn studieprogramma wordt geldig verklaard door de examencommissie overeenkomstig de voorwaarden van artikel 100, § 2.

De student betaalt alleen het inschrijvingsgeld betreffende de in het eerste lid bedoelde studieprogramma.

Bij de evaluaties van het einde van het tweede kwadrimester van dat studieprogramma, kan hij het tweede deel van de in artikel 110/4, § 1 bedoelde evaluatie één enkele keer opnieuw afleggen, met het oog op het bekomen van het attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in de medische wetenschappen of in de tandheelkundige wetenschappen ».

B.3.5. Artikel 17, 1°, van het bestreden decreet heft de artikelen 110/1 tot 110/7 op van het decreet van 7 november 2013, met uitzondering van het tweede lid tot het zevende lid van artikel 110/1, § 1, en van artikel 110/2 dat in werking blijft voor het academiejaar 2017-2018.

B.3.6. Artikel 13 van het bestreden decreet verplicht de verzoekende partijen ertoe het in artikel 1 van het bestreden decreet bedoelde ingangs- en toelatingsexamen af te leggen daar zij vóór de inwerkingtreding van dit decreet voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde waren ingeschreven en daar zij het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus dat na het vergelijkend examen wordt uitgereikt, niet hebben verkregen.

De eerste drie verzoekende partijen konden dat toelatingsattest, met toepassing van artikel 110/4, § 1, vijfde lid, aangehaald in B.3.4, niet verkrijgen.

De vierde verzoekende partij heeft van haar kant deelgenomen aan het vergelijkend examen in juni 2017, maar was niet gunstig gerangschikt. Met toepassing van artikel 17, 1°, van het bestreden decreet dat artikel 110/2 voor het academiejaar 2017-2018 handhaaft, kan zij dus niet in haar studieprogramma de onderwijseenheden opnemen van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de medische wetenschappen of de tandheelkundige wetenschappen aangezien zij het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus niet heeft behaald.

B.3.7. Uit het beperkte onderzoek van de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging waartoe het Hof in het kader van de vordering tot schorsing is kunnen overgaan, blijkt, in het huidige stadium van de procedure, niet dat het beroep tot vernietiging - en derhalve eveneens de vordering tot schorsing - niet-ontvankelijk moet worden geacht in zoverre het artikel 13 van het bestreden decreet beoogt, voor de vier verzoekende partijen, en artikel 17 van het bestreden decreet, voor de vierde verzoekende partij.

Ten aanzien van de schorsingsvoorwaarden

B.4. Naar luid van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;

- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Daar de twee voorwaarden cumulatief zijn, leidt de vaststelling dat één van die voorwaarden niet is vervuld tot de verwerving van de vordering tot schorsing.

Wat het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel betreft

B.5. De schorsing van een wetbepaling door het Hof moet het mogelijk maken te vermijden dat voor de verzoekende partijen een ernstig nadeel voortvloeit uit de onmiddellijke toepassing van de bestreden normen, nadeel dat niet of moeilijk zou kunnen worden hersteld in geval van een vernietiging van die normen.

B.6. Uit artikel 22 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 blijkt dat, om te voldoen aan de tweede voorwaarde van artikel 20, 1°, van die wet, de persoon die een vordering tot schorsing instelt, in zijn verzoekschrift concrete en precieze feiten moet uiteenzetten waaruit voldoende blijkt dat de onmiddellijke toepassing van de bepalingen waarvan hij de vernietiging vordert, hem een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Die persoon moet met name het bestaan van het risico van een nadeel, de ernst ervan en het verband tussen dat risico en de toepassing van de bestreden bepalingen aantonen.

B.7. De verzoekende partijen verantwoordden het bestaan van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel door het feit dat de vereiste om houder te zijn van een attest van slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen dat hun bij de bestreden bepalingen wordt opgelegd, hen concreet belet hun studies geneeskunde of tandheelkunde voort te zetten. Het academiejaar zal in september 2017 aanvangen en dat examen zal plaatshebben op 8 september 2017. Indien de bestreden decretale bepalingen niet worden geschorst, lopen zij het risico dat zij zich niet zullen kunnen inschrijven voor het vervolg van hun studies en hierdoor een academiejaar en dus een jaar van beroepsactiviteit zullen verliezen.

De vierde verzoekende partij

B.8.1. Het aangevoerde nadeel vindt zijn oorsprong in artikel 13 van het bestreden decreet dat de vierde verzoekende partij ertoe verplicht het in artikel 1 van het bestreden decreet bedoelde ingangs- en toelatingsexamen af te leggen daar zij vóór de inwerkingtreding van het decreet voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en

tandheelkunde was ingeschreven en daar zij het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus dat na het vergelijkend examen wordt uitgereikt, niet heeft verkregen. Zij heeft deelgenomen aan het vergelijkend examen in juni 2017, maar was niet gunstig gerangschikt. Met toepassing van artikel 17 van het bestreden decreet, dat artikel 110/2 voor het academiejaar 2017-2108 handhaaft, kan zij in haar studieprogramma niet de onderwijseenheden opnemen van het vervolg van het programma van de cyclus in medische wetenschappen of in tandheelkundige wetenschappen aangezien zij het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus niet heeft behaald.

B.8.2. Uit de in B.2 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever een bijkomende mogelijkheid heeft willen bieden aan studenten die, met toepassing van artikel 110/2, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013, vermeld in B.3.4, hun eerste cyclus in de medische wetenschappen of de tandheelkundige wetenschappen niet kunnen voortzetten.

Artikel 13 van het bestreden decreet biedt aldus aan de vierde verzoekende partij een nieuwe mogelijkheid om haar studies voort te zetten, mits het slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen. Indien het Hof die bepaling zou schorsen in zoverre die van toepassing is op de vierde verzoekende partij en op de studenten die zich in dezelfde situatie bevinden, zou het hen die mogelijkheid om hun studies voort te zetten ontzeggen.

De vierde verzoekende partij toont overigens niet aan dat artikel 17 van het bestreden decreet, dat haar verhindert de eerste cyclus in de medische wetenschappen of tandheelkundige wetenschappen voort te zetten bij gebrek aan een attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, haar een moeilijk te herstellen ernstig nadeel zou berokkenen. Het enige in het verzoekschrift aangevoerde nadeel betreft de vereiste van bezit van een attest van slagen voor het ingangsexamen, dat vervat is in artikel 16 van het bestreden decreet.

B.8.3. Aangezien het door de vierde verzoekende partij aangevoerde nadeel niet wordt aangetoond, is een van de twee voorwaarden vereist in artikel 20, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 niet vervuld. De vordering tot schorsing moet bijgevolg worden verworpen voor wat haar betreft.

De eerste drie verzoekende partijen

B.9.1. Het aangevoerde nadeel, vermeld in B.7, vindt zijn oorsprong in artikel 13 van het bestreden decreet dat de eerste drie verzoekende partijen verplicht om het ingangs- en toelatingsexamen af te leggen bedoeld in artikel 1 van het bestreden decreet, aangezien zij ingeschreven waren voor de studies van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen vóór de inwerkingtreding van het decreet en dat zij niet over het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus beschikken dat na het vergelijkend examen wordt uitgereikt. Die partijen konden niet dat attest voor toelating verkrijgen met toepassing van artikel 110/4, § 1, vijfde lid, geciteerd in B.3.4. Aangezien zij een verminderd programma volgen, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van 7 november 2013 werden zij uitgesloten van deelname aan het vergelijkend examen aangezien hun jaarlijks, verminderd, programma hen niet in staat stelde de eerste 60 studiepunten te behalen van het programma van de cyclus. Het is op het einde van het academiejaar 2017-2018 dat zij verplicht zouden zijn geweest het vergelijkend examen af te leggen en zich gunstig te rangschikken, voor zover zij 45 studiepunten hadden behaald, indien het bestreden decreet niet in werking was getreden.

B.9.2. De onmiddellijke uitvoering van artikel 13 van het bestreden decreet kan tot gevolg hebben dat indien de eerste drie verzoekende partijen niet slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen, zij in hun studieprogramma niet de onderwijseenheden kunnen opnemen van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en de tandheelkundige wetenschappen. Zij zouden, met toepassing van dat artikel 13, verhinderd kunnen worden om gedurende het academiejaar 2017-2018 het verminderd programma voort te zetten dat het voorwerp is van een in januari 2017 gesloten overeenkomst, om hun eerste cyclusjaar te beëindigen, terwijl zij geslaagd zouden zijn voor het eerste deel van dat verminderd programma. Het nadeel kan bijgevolg het verlies van een academiejaar inhouden.

B.10. De onmiddellijke uitvoering van artikel 13 van het bestreden decreet blijkt een moeilijk te herstellen ernstig nadeel te kunnen berokkenen aan de studenten die zich vóór de inwerkingtreding van het bestreden decreet voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde hebben ingeschreven, die een verminderd programma hebben gevolgd, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van 7 november 2013, en die zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet voor het academiejaar 2016-2017, in zoverre zij verhinderd zouden zijn dat verminderd programma van het eerste jaar van de cyclus voort te zetten gedurende het academiejaar 2017-2018, alvorens het ingangs- en toelatingsexamen af te leggen waarvan het slagen ervoor bepalend zal zijn voor het vervolg van hun programma van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen.

Wat het ernstige karakter van de middelen betreft

B.11. Het Hof beperkt zijn onderzoek van het ernstige karakter tot het vijfde middel in zoverre het is gericht tegen de bepaling waarvan de onmiddellijke uitvoering aan de eerste drie verzoekende partijen een moeilijk te herstellen ernstig nadeel zou kunnen berokkenen.

B.12. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 3, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 13, lid 2, c), van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, van het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid verankerd in artikel 23 van de Grondwet en in artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

De verzoekende partijen verwijten artikel 13 van het bestreden decreet met name de studenten te discrimineren die zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, aangezien zij op dezelfde manier worden behandeld als de studenten die niet zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet.

B.13. Het ernstig middel mag niet worden verward met het gegrond middel.

Opdat een middel als ernstig wordt beschouwd in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, volstaat het niet dat het niet kennelijk ongegrond is in de zin van artikel 72, maar moet het ook gegrond lijken na een eerste onderzoek van de gegevens waarover het Hof beschikt in dit stadium van de procedure.

B.14. De gelijke behandeling, ten aanzien van de verplichting om een ingangs- en toelatingsexamen voor de studies geneeskunde en tandheelkunde af te leggen, van de studenten die reeds ingeschreven zijn voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde en die de in hun verminderingsovereenkomst bepaalde studiepunten hebben behaald en de studenten die reeds zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde en die niet alle in hun verminderingsovereenkomst bepaalde studiepunten hebben behaald, vergt een redelijke verantwoording, rekening houdend met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie en met de vrijheid en gelijkheid van onderwijs. Immers, de eerstgenoemde zijn geslaagd voor het in hun verminderingsovereenkomst bepaalde programma en met dat slagen moet rekening worden gehouden om hun bekwaamheid te beoordelen om het tweede deel van dat eerste jaar voort te zetten en om voor het ingangs- en toelatingsexamen te

slagen, zodat ze toegelaten worden tot het vervolg van het programma van de cyclus. Ofschoon redelijkerwijze kan worden verantwoord dat de decreetgever studenten die voor minder dan de helft van het eerste jaar van de cyclus geslaagd zijn niet toestaat dat eerste jaar voort te zetten zonder te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen, volstaat die verantwoording niet wanneer de student geslaagd is voor de helft van dat eerste jaar.

Uit de in B.2 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever de studenten die reeds voor de studies in de medische wetenschappen en de tandheelkundige wetenschappen zijn ingeschreven verplicht om het toegangsexamen en toelatingsexamen af te leggen indien zij niet het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus hebben verkregen om « de gevolgen van het vergelijkend examen » niet « te vernietigen ».

De studenten die, zoals de eerste drie verzoekende partijen een verminderd programma hebben gevolgd, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van 7 november 2013, behoren echter niet tot de groep van studenten die gehouden waren tot het vergelijkend examen dat werd georganiseerd in juni 2017. Zij werden uitgesloten van deelname aan dat vergelijkend examen voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, aangezien hun jaarlijks, verminderd, programma hen niet in staat stelde de eerste 60 studiepunten van het programma van de cyclus te behalen. Het is op het einde van het academiejaar 2017-2018 dat zij ertoe gehouden zouden zijn om het vergelijkend examen af te leggen en zich nuttig te rangschikken, voor zover zij 45 studiepunten hebben behaald, indien het bestreden decreet niet in werking was getreden. Het ingangs- en toelatingsexamen dat zij met toepassing van artikel 13 van het bestreden decreet moeten afleggen, is voor hen niet een nieuwe kans om hun studies in de medische wetenschappen of de tandheelkundige wetenschappen te kunnen voortzetten. Hoewel die studenten hun studies niet konden voortzetten bij gebrek aan een attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, dat wordt uitgereikt na het vergelijkend examen en dat het redelijkerwijze kan worden verantwoord dat zij moeten slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen dat het vergelijkend examen vervangt, lijkt het niet redelijk verantwoord, voor die studenten, de verplichting om te slagen voor een vergelijkend toelatingsexamen op het einde van het eerste jaar van de cyclus dat zij niet konden afleggen in 2016-2017 te vervangen door de verplichting om in september 2017 te slagen voor een ingangs- en toelatingsexamen tot de cyclus om gedurende het academiejaar 2017-2018 het verminderd programma te kunnen voortzetten dat zij gedurende het academiejaar 2016-2017 hebben aangevat en waarvoor zij geslaagd zijn.

B.15. In het beperkte kader van het onderzoek waartoe het Hof vermocht over te gaan bij de behandeling van de vordering tot schorsing, dient het middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24, § 3, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, als ernstig te worden beschouwd in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, doch uitsluitend in zoverre artikel 13 van het bestreden decreet de studenten, die vóór de inwerkingtreding van dat decreet zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde die een verminderd programma hebben gevolgd en die zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, verhindert om de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus te verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen. De decreetgever lijkt onvoldoende rekening te hebben gehouden met de bijzondere situatie van die studenten.

B.16. Er is voldaan aan de voorwaarden voor de schorsing van artikel 13 van het bestreden decreet, doch enkel in de in B.15 aangegeven mate.

Om die redenen,
het Hof

- schorst artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde doch enkel in zoverre het de studenten die vóór de inwerkingtreding van dat decreet zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde, die een verminderd programma hebben gevolgd en die geslaagd zijn voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, verhindert om de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus te verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen;

- verwerpt de vordering tot schorsing voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 1 september 2017.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2017/13146]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 103/2017 vom 1. September 2017

Geschäftsverzeichnisnummer: 6709

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde, erhoben von Sarah Oudaha und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 14. Juli 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. Juli 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. April 2017): Sarah Oudaha, Claire Maton, Frederico Caruso und Mathilde Cenne, unterstützt und vertreten durch RA L. Misson und RAIN A. Kettels, in Lüttich zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Dekretsbestimmungen.

Durch Anordnung vom 19. Juli 2017 hat der Gerichtshof den Sitzungstermin für die Verhandlung über die Klage auf einstweilige Aufhebung auf den 29. August 2017 anberaumt, nachdem die in Artikel 76 § 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof genannten Behörden aufgefordert wurden, ihre etwaigen schriftlichen Bemerkungen in der Form eines Schriftsatzes spätestens am 16. August 2017 einzureichen und eine Abschrift derselben innerhalb derselben Frist den klagenden Parteien zu übermitteln.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und den Kontext des angefochtenen Dekrets

B.1. Die Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde bestimmen:

« Artikel 1. § 1. Zum Studium des ersten Zyklus der Medizin und zum Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde im Hinblick auf den Erhalt des Grades, durch den sie bestätigt werden, haben nur die Studierenden Zugang, die die allgemeinen Bedingungen für den Zugang zu Studien des ersten Zyklus im Sinne von Artikel 107 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums erfüllen und die im Besitz einer Bescheinigung über das Bestehen einer Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und/oder das Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde, nachstehend als 'Eingangs- und Zulassungsprüfung' bezeichnet, die nach deren Abschluss ausgestellt wurde, sind.

§ 2. Ab dem akademischen Jahr 2017-2018 organisiert die Regierung eine Eingangs- und Zulassungsprüfung.

Für das akademische Jahr 2017-2018 wird die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf zentralisierte Weise am 8. September 2017 organisiert. Das äußerste Einschreibungsdatum ist auf den 1. August 2017 festgesetzt. In ordnungsgemäß begründeten Fällen höherer Gewalt kann die Regierung von diesen Daten abweichen.

Ab dem akademischen Jahr 2018-2019 kann die Regierung auf Vorschlag der ARES ('Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur') die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf zentralisierte Weise oder innerhalb jeder Universitätseinrichtung, die ermächtigt ist, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisiert, organisieren.

Ab dem akademischen Jahr 2018-2019 kann die Regierung auf Vorschlag der ARES die Eingangs- und Zulassungsprüfung zum ersten Mal während der ersten Hälfte des Monats Juli und zum zweiten Mal während des Zeitraums zwischen dem 15. August und dem 15. September organisieren.

Ab dem akademischen Jahr 2018-2019 legt die Regierung auf Vorschlag der ARES das (die) äußerste(n) Einschreibungsdatum(daten) und das (die) Prüfungsdatum(daten) fest.

§ 3. Für die Teilnahme an dieser Eingangs- und Zulassungsprüfung schreibt sich der Kandidat auf einer EDV-Plattform ein, die durch die ARES zentralisiert wird.

Die Einschreibungsgebühr für diese Prüfung ist auf 30,00 Euro festgelegt. Wenn die Prüfung zwei Mal pro akademisches Jahr organisiert wird, wird die Einschreibungsgebühr bei jeder Einschreibung zur Prüfung erhoben. Die Einschreibungsgebühr wird an ARES überwiesen und dem Kandidaten durch die ARES erstattet, wenn er tatsächlich an der Eingangs- und Zulassungsprüfung teilnimmt.

Bei dieser Einschreibung gibt der Kandidat Folgendes an:

1. die gewählte Studienrichtung (Medizin oder Zahnheilkunde);

2. ob er als ansässiger Studierender im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts gelten kann. Der Studierende übermittelt die Elemente, anhand deren seine Eigenschaft als ansässiger Studierender bestimmt werden kann.

In Zusammenarbeit mit den Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, prüft die ARES, ob der Studierende als ansässiger Studierender gelten kann. Die ARES übermittelt dem Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung die Liste der ansässigen Studierenden und der nicht ansässigen Studierenden, die für die Eingangs- und Zulassungsprüfung eingeschrieben sind, spätestens am Tag der Durchführung der Eingangs- und Zulassungsprüfung.

Wenn die Prüfung auf zentralisierte Weise organisiert wird, vermerkt der Kandidat die Universitätseinrichtung, die ermächtigt ist, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisiert, bei der er seine Einschreibung im Falle des Bestehens der Prüfung fortsetzen möchte.

Wenn die Prüfung innerhalb der einzelnen Universitätseinrichtungen organisiert wird, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, vermerkt der Kandidat die Universitätseinrichtung, bei der er die Eingangs- und Zulassungsprüfung ablegen möchte. Wenn er diese besteht, setzt der Kandidat sein Studium an derselben Universitätseinrichtung fort.

Der Kandidat kann seine Einschreibung für die Eingangs- und Zulassungsprüfung bis zu drei Werktagen vor dem Datum der Durchführung der Prüfung annullieren. Die Einschreibungsgebühr im Sinne von Absatz 2 wird ihm dann durch die ARES erstattet.

§ 4. Wenn die Prüfung in allen Universitätseinrichtungen organisiert wird, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, übermittelt die ARES nach dem äußersten Einschreibungsdatum und vor der Durchführung der Prüfung diesen Einrichtungen die Liste der zur Prüfung eingeschriebenen Kandidaten.

§ 5. In Abweichung von § 1 haben zum Studium des ersten Zyklus der Medizin und zum Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde die Studierenden Zugang, die, um einen besonderen Berufstitel zu erhalten, im Rahmen ihres Masterstudiengangs mit Spezialisierung in Medizin oder in Zahnheilkunde am Unterricht des ersten Zyklus beziehungsweise des zweiten Zyklus der Zahnheilkunde oder der Medizin teilnehmen.

§ 6. Die Studierenden, die sich für das Studium des ersten Zyklus und des zweiten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde, mit Ausnahme des Masterstudiengangs mit Spezialisierung, einschreiben möchten und die Studienpunkte erworben oder in Wert gesetzt haben auf der Grundlage eines akademischen Grads, für den die in § 1 vorgesehene zusätzliche Bedingung nicht gilt, legen die Eingangs- und Zulassungsprüfung ab.

Art. 2. § 1. Es wird für alle Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, ein Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und/oder das Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde der Französischen Gemeinschaft eingesetzt, der nachstehend als 'Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung' bezeichnet wird.

Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung steht unter der Aufsicht eines der Kommissare oder Beauftragten der Regierung, die bei einer Universität benannt werden. Die Regierung benennt auf Vorschlag dieser Kommissare und Beauftragten den Kommissar oder Beauftragten, der mit dieser Aufsicht betraut ist.

§ 2. Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung legt die Prüfungsfragen und die Weise ihrer Bewertung sowie die angemessenen Anpassungen im Sinne des Dekrets vom 30. Januar 2014 über den inklusiven Hochschulunterricht fest.

§ 3. Die Regierung benennt die Mitglieder des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf Vorschlag der Universitätseinrichtungen im Sinne von § 1. Sie werden unter den aktiven oder emeritierten Mitgliedern des akademischen Korps der Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, benannt. Ihre Anzahl beträgt 10, das heißt 2 pro Universitätseinrichtung. Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung hat einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten. Der Vizepräsident des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung ist der Stellvertreter des Präsidenten. Die ARES besorgt das Sekretariat des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung.

Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung kann sich im Rahmen seiner Aufgaben durch Sachverständige beistehen lassen, die unter seiner Verantwortung benannt werden. Die Inspektoren des Regelsekundarunterrichts, die Ämter im Sinne von Artikel 28 Nrn. 8, 17, 19 und 20 des Dekrets vom 8. März 2007 über den allgemeinen Inspektionsdienst, den Dienst für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts, die Büros für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichts und über das Statut der Mitglieder des Personals des allgemeinen Inspektionsdienstes und der pädagogischen Berater ausüben, werden an den Arbeiten des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beteiligt. Sie werden auf Vorschlag des koordinierenden Generalinspektors gemeinsam mit dem für den Pflichtunterricht zuständigen Minister und den für den Hochschulunterricht zuständigen Minister benannt.

Die Sachverständigen können auf Antrag des Prüfungsausschusses mit beratender Stimme an den Beratungen des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung teilnehmen. Die Inspektoren nehmen nicht an der Beratung dieses Prüfungsausschusses teil.

Die Dauer der Mandate der Mitglieder des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beträgt ein Jahr und kann stillschweigend verlängert werden.

Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung legt seine Geschäftsordnung fest und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung.

Art. 3. Die Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium der Medizin und/oder das Studium der Zahnheilkunde wird in Form einer schriftlichen Prüfung organisiert, die zwei Teile umfasst und folgende Fächer betrifft:

Teil 1: Kenntnisse und Verständnis der wissenschaftlichen Fächer:

- a) Biologie;
- b) Chemie;
- c) Naturkunde;
- d) Mathematik.

Teil 2: Kommunikation und kritische Analyse der Information:

- a) Bewertung der Fähigkeiten zur Überlegung, Analyse, Integration, Synthese, Argumentation, Kritik und Konzeptualisierung;
- b) Bewertung der Fähigkeiten zur Kommunikation und zum Erkennen von konfliktuellen oder potenziell konfliktuellen Situationen;
- c) Bewertung der Fähigkeiten zum Erkennen der ethischen Dimension der zu treffenden Entscheidungen und ihrer Folgen für den Einzelnen und die Gesellschaft;
- d) Bewertung der Fähigkeiten zu Empathie, Mitgefühl, Fairness und Respekt.

Auf Vorschlag des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung legt die Regierung das ausführliche Prüfungsprogramm fest.

Um die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, muss der Kandidat einen Durchschnitt von mindestens 10/20 für jeden Teil mit einem Minimum von 8/20 für jedes Fach, das zu den beiden Prüfungsteilen gehört, erreichen. Um die Gesamtnote zu erreichen, addiert der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung die für jeden Teil erzielten Durchschnittswerte.

Art. 4. § 1. Die ARES sorgt für die Verwaltung sowie die materielle und administrative Organisation der Eingangsprüfung im Sinne von Artikel 1 gemäß den Aufgaben, die in Artikel 21 Nr. 5 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums festgelegt sind.

§ 2. Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung trägt die akademische Verantwortung für die Prüfung.

Art. 5. Ab dem Haushaltsjahr 2017 wird der ARES jedes Jahr eine jährliche Gesamtsubvention von achthunderttausend Euro (800.000 Euro) gewährt im Hinblick auf die Verwaltung sowie die administrative und materielle Organisation der Eingangsprüfung und des Orientierungstests für den Gesundheitssektor. Sie wird jährlich gemäß der in Artikel 29 § 4 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen vorgesehenen Formel indexiert. Die ARES kann einen Teil dieses Betrags den betreffenden Universitäten gewähren, um die materielle und logistische Organisation der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu gewährleisten.

Art. 6. § 1. Spätestens innerhalb von 3 Tagen nach der Beratung teilt der Präsident des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung den Kandidaten die Prüfungsergebnisse mit durch Vermittlung der ARES und übermittelt die Liste derjenigen, die bestanden haben, den Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren.

Spätestens innerhalb von 10 Tagen nach der Organisation der Prüfung stellt der Prüfungsausschuss durch Vermittlung der ARES den Kandidaten, die bestanden haben, eine Bescheinigung über das Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung aus. Unbeschadet der anderen Zulassungsbedingungen werden die Studierenden, die im Besitz dieser Bescheinigung sind, bei der Universitätseinrichtung eingeschrieben, die bei ihrer Einschreibung zur Prüfung gemäß Artikel 1 § 3 angegeben wurde.

Diese Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung gilt nur für die Einschreibung für das darauf folgende akademische Jahr. Sie ist persönlich und nicht übertragbar. Im Falle höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird, kann diese Bescheinigung im Laufe der beiden darauf folgenden akademischen Jahre in Wert gesetzt werden.

§ 2. Wenn der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung berät, wendet er folgendes System an: Für jede Studienrichtung wird eine Zahl T festgesetzt, die der Gesamtzahl der Kandidaten entspricht, die die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 bestanden haben, sowie eine Zahl NR pro Studienrichtung, die der Zahl der Kandidaten entspricht, die die Eingangs- und Zulassungsprüfung bestanden haben und nicht als ansässige Studierende im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts gelten.

Wenn das Verhältnis zwischen dieser Zahl NR und der Zahl T einen höheren Prozentsatz erreicht als 30 %, wird eine Einstufung durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung unter den Kandidaten vorgenommen, die die Eingangsprüfung bestanden haben und nicht als ansässige Studierende gelten können, um diejenigen zu bestimmen, denen eine Bescheinigung über das Bestehen ausgestellt wird. Der Prüfungsausschuss stuft diese Kandidaten in abnehmender Reihenfolge der Gesamtnoten, die von den einzelnen Kandidaten bei der Eingangs- und Zulassungsprüfung erzielt werden, ein. Er stellt die Bescheinigung über das Bestehen den Kandidaten aus, die die Eingangsprüfung bestanden haben und günstig eingestuft wurden, bis das Verhältnis der Kandidaten, die nicht als ansässige Studierende gelten können, 30 % der Gesamtzahl der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer entspricht.

Nach diesem Vorgang wird für jede Studienrichtung eine Zahl L festgelegt, die der Zahl der Studierenden entspricht, die eine Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung erhalten.

Art. 7. Ein Kandidat kann die Eingangs- und Zulassungsprüfung nur im Laufe eines akademischen Jahres innerhalb der fünf akademischen Jahre nach dem Datum des ersten Ablegens der Prüfung ablegen, außer im Falle von höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird.

Art. 8. Für die akademischen Jahre 2017-2018 und 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B im Sinne von Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Juli über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen angepasst, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Medizin, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des ersten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben *a)*, *b)*, *c)* und *f)* eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird nach folgender Formel: Die Zahl L bezüglich der Studienrichtung Medizin im Sinne von Artikel 6 § 2 wird multipliziert mit folgenden Verteilungsprozentsätzen:

1. 'Université de Liège': 20,88 %;
2. 'Université catholique de Louvain': 27,06 %;
3. 'Université libre de Bruxelles': 18,94 %;
4. 'Université de Mons': 11,15 %;
5. 'Université de Namur': 21,97 %.

Für das akademische Jahr 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf die Studierenden des ersten Zyklus der Medizin, die mindestens 45 Studienpunkte erworben haben und sich nicht am Ende des Zyklus befinden, angewandt wird.

Ab dem akademischen Jahr 2019-2020 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des ersten Zyklus der Medizin angewandt wird.

Für die akademischen Jahre 2020-2021 und 2021-2022 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C im Sinne von Artikel 28 desselben Gesetzes angepasst, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Medizin, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des zweiten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben *a)*, *b)* und *c)* eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird gemäß den folgenden Prozentsätzen:

1. 'Université de Liège': 22,55 %;
2. 'Université catholique de Louvain': 49,97 %;
3. 'Université libre de Bruxelles': 27,48 %.

Für das akademische Jahr 2021-2022 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 4 vorgesehene Verteilung auf die Studierenden des zweiten Zyklus der Medizin, die mindestens 45 Studienpunkte erworben haben und sich nicht am Ende des Zyklus befinden, angewandt wird.

Ab dem akademischen Jahr 2022-2023 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 4 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des zweiten Zyklus der Medizin angewandt wird.

Art. 9. Für die akademischen Jahre 2017-2018 und 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B im Sinne von Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Juli über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen ebenfalls angepasst, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Zahnheilkunde, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des ersten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben *a)*, *b)* und *c)* eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird nach folgender Formel: Die Zahl L bezüglich der Studienrichtung Zahnheilkunde im Sinne von Artikel 6 § 2 wird multipliziert mit folgenden Verteilungsprozentsätzen:

1. 'Université de Liège': 25,96 %;
2. 'Université catholique de Louvain': 38,69 %;
3. 'Université libre de Bruxelles': 35,35 %.

Für das akademische Jahr 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung ebenfalls angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf die Studierenden des ersten Zyklus der Zahnheilkunde, die mindestens 45 Studienpunkte erworben haben und sich nicht am Ende des Zyklus befinden, angewandt wird.

Ab dem akademischen Jahr 2019-2020 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung ebenfalls angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des ersten Zyklus der Zahnheilkunde angewandt wird.

Für das akademische Jahr 2020-2021 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C im Sinne von Artikel 28 vorgenommen, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Zahnheilkunde, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des zweiten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben *a)*, *b)* und *c)* eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird gemäß den folgenden Prozentsätzen:

1. 'Université de Liège': 22,41 %;
2. 'Université catholique de Louvain': 38,58 %;
3. 'Université libre de Bruxelles': 39,01 %.

Ab dem akademischen Jahr 2021-2022 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 4 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des zweiten Zyklus der Zahnheilkunde angewandt wird.

Art. 10. Die in den Artikeln 8 und 9 vorgesehenen Finanzierungsmechanismen gelten bis 2026 ».

« Art. 13. Die Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind und die nicht die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die am Ende der Auswahlprüfung ausgestellt wird, erhalten haben, müssen eine Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 ablegen, um in ihr Studienprogramm die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eintragen zu können.

Im Hinblick auf die Einschreibung dieser Studierenden für die Eingangs- und Zulassungsprüfung übermittelt jede Universitätseinrichtung, die ermächtigt ist, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisiert, spätestens bis zum 31. Juli 2017 der ARES die Liste der Studierenden, die während des akademischen Jahres 2016-2017 in Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben waren. Sie gelten als eingeschrieben für die Eingangs- und Zulassungsprüfung. In Abweichung von Artikel 1 § 3 werden sie von der Zahlung der Einschreibungsgebühr für die Prüfung befreit.

Art. 14. Für das akademische Jahr 2016-2017 werden die Bescheinigungen im Sinne von Artikel 110/4 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 durch den Prüfungsausschuss spätestens am 5. September 2017 ausgestellt.

KAPITEL III. — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 15. In Artikel 4 Absatz 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts werden die Wörter 'mit Ausnahme der Nrn. 4 und 5' zwischen die Wörter 'für jeden Studiengang im Sinne von Artikel 3', und die Wörter 'wird eine Zahl T festgelegt' eingefügt.

Art. 16. In Artikel 5 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1. zwischen Absatz 1 und Absatz 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: 'In Abweichung davon reichen die Studierenden, die einen Antrag auf Einschreibung zu einem Studiengang im Sinne von Artikel 3 Nrn. 4 und 5 einreichen, ihren Einschreibungsantrag entsprechend den durch die Universitätseinrichtungen festgelegten Regeln ein.';

2. in Absatz 4 werden die Wörter 'mit Ausnahme der Nrn. 4 und 5' zwischen die Wörter 'für einen der Studiengänge im Sinne von Artikel 3' und die Wörter 'spätestens am vorletzten Werktag' eingefügt.

Art. 17. In das Dekret vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Abschnitt I/1 mit dem Titel 'Besondere Bestimmungen über die Studien der Medizin und der Zahnheilkunde', der aus den Artikeln 110/1 bis 110/7 besteht, wird aufgehoben, mit Ausnahme der Absätze 2 bis 7 von Artikel 110/1 § 1 und des Artikels 110/2, der für das akademische Jahr 2017-2018 gültig bleibt;

2. in Artikel 110/1 § 1 Absatz 2 werden die Wörter 'Dieser Test wird in Form einer schriftlichen Prüfung organisiert' ersetzt durch die Wörter 'Es wird ein Orientierungstest des Gesundheitssektors in Veterinärwissenschaften, der in Form einer schriftlichen Prüfung organisiert wird, durchgeführt.';

3. Artikel 150 § 2 wird aufgehoben.

Art. 18. Dieses Dekret wird wirksam mit 1. Januar 2017, mit Ausnahme der Artikel 11, 12 und 14, die für das akademische Jahr 2016-2017 wirksam werden, und der Artikel 15 bis 17, die für das akademische Jahr 2017-2018 in Kraft treten ».

B.2. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass der Dekretgeber folgendes Ziel verfolgt:

« Durch dieses Dekret wird, ohne das Einverständnis der Regierung der Föderation Wallonie-Brüssel mit dem Mechanismus der Eingangsprüfung auszudrücken, ein solcher Mechanismus eingeführt mit dem Ziel, die Ausstellung einer LIKIV-Bescheinigung durch den Föderalstaat an die Studierenden mit dem Diplom des zweiten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde zu gewährleisten.

Durch diese Regelung wird also ebenfalls eine Eingangsprüfung eingeführt, die auf zentralisierte Weise für das akademische Jahr 2017-2018 durch die ARES organisiert wird und deren Bestehen eine Bedingung für den Zugang zum Studienzyklus ist » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2016-2017, Nr. 410/1, S. 4).

Gemäß der Begründung hat der Dekretgeber sich für das System der Eingangsprüfung anstelle einer Auswahlprüfung entschieden, die « ein Auswahlmechanismus bleibt, den die Föderation Wallonie-Brüssel vorzieht, insofern er es den Studierenden ermöglicht, sich in den Studiengang zu integrieren und ihre Errungenschaften gegebenenfalls in anderen Studienrichtungen in Wert zu setzen » (*ebenda*, S. 5):

« Die Organisation einer Auswahlprüfung, auch wenn sie für die Aufnahme zum Studium eingeführt wird, durch die Schwierigkeiten der Föderalregierung bei der Erteilung präziser, zuverlässiger und anerkannter Zahlen über die künftige föderale Planung unmöglich gemacht wird. Die jüngeren Entwicklungen infolge der Beschwerden von Studierenden, die keine Bescheinigungen im Anschluss an das Programm des Zyklus erhalten haben, haben nämlich gezeigt, dass der föderale Mechanismus nicht stabilisiert war, da er sich als unfähig erwies, Quoten zu liefern, die der Situation entsprachen, die dadurch geregelt werden sollte. Eine zu Beginn des Studiums organisierte Auswahlprüfung macht nur Sinn, wenn sie auf zuverlässigen, objektiven und stabilisierten Daten beruhen kann, die durch die Föderalbehörde festgelegt werden müssen. Neben denjenigen, die in Frage gestellt wurden, sind jedoch andere Gegenstand von politischen Entscheidungen gewesen, mit denen der wissenschaftliche Beitrag der Planungskommission abgestritten wurde. Es stellt sich heraus, dass durch den Mangel an Voraussicht oder Sicherheit auf Seiten der Föderalregierung nur ein Mechanismus von Eingangsprüfungen, durch den also nicht eine vorher festgelegte Zahl von erfolgreichen Absolventen gefiltert werden soll, heute die stabilste Form zu sein scheint, die angeboten werden kann.

Das System der Eingangsprüfung kann nur insofern angenommen werden, als es die Möglichkeit bietet, den von der Föderalregierung herausgegebenen Anforderungen zu entsprechen, die de facto die Möglichkeiten einschränken, die der Föderation Wallonie-Brüssel geboten werden. Die Organisation der Eingangsprüfung ist also im Hinblick auf die Gewähr zu betrachten, dass eine Bescheinigung über eine LIKIV-Nummer den derzeit in den beiden Studienrichtungen eingeschriebenen Studierenden ausgestellt wird » (*ebenda*, S. 5).

Bezüglich der « Übergangsregelung für die sog. 'reçus-collés' des akademischen Jahres 2016-2017 », infolge des Gutachtens des Staatsrates, wird in der Begründung auf folgende Weise die Gleichbehandlung der Studierenden, die 45 Studienpunkte erworben haben und keine Bescheinigung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus, und der Studierenden, die nicht 45 der ersten 60 Studienpunkte des Zyklus erworben haben, gerechtfertigt:

« Es wird daran erinnert, dass durch den Mechanismus der Auswahlprüfung in Anwendung des Dekrets vom 9. Juli 2015 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde zwei Bedingungen für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus eingeführt werden, nämlich 45 Studienpunkte erworben haben und über eine Zugangsbescheinigung verfügen. Ein Studierender, der diese beiden Bedingungen nicht erfüllt, kann nicht für das weitere Programm zugelassen werden. Es stellt sich heraus, dass Studierende, die weniger als 45 Studienpunkte haben, und Studierende, die mehr als 45 Studienpunkte haben, aber nicht die Bescheinigung erhalten haben, sich beide in einer Situation

befinden, die sie daran hindert, Zugang zum weiteren Programm des Zyklus zu erhalten. Um den Übergang zwischen dem Mechanismus der am Ende des ersten Jahres des ersten Zyklus organisierten Auswahlprüfung und demjenigen der beim Eingang zum ersten Zyklus organisierten Prüfung zu gewährleisten, ist in der Regelung vorgesehen, dass jeder Studierende, der keinen Zugang zum weiteren Zyklus hat, die Eingangsprüfung ablegt. Andernfalls würde die einzige Möglichkeit zur Beseitigung der durch den Staatsrat aufgezeigten Diskriminierung darin bestehen, es allen Studierenden, die 45 Studienpunkte erhalten haben, zu erlauben, sich für das weitere Programm des Zyklus einzuschreiben. Dies würde darauf hinauslaufen, die Wirkungen der Auswahlprüfung zu annullieren, während der Mechanismus des Dekrets vom 9. Juli nicht durch die Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates ausgeschlossen wurde » (*ebenda*, S. 7).

Vor dem zuständigen Ausschuss des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft wurde bezüglich des Übergangs zwischen der Regelung der Auswahlprüfung, die noch im Juni 2017 Anwendung finden wird, und dem Mechanismus der Eingangs- und Zulassungsprüfung, der ab September Anwendung finden wird, präzisiert:

« Um den Übergang zwischen den beiden Modellen zu gewährleisten und unbeschadet der weiteren Entwicklung, die diese Akte aus den zahlreichen Gründen, die der Herr Minister Marcourt angeführt hat, vor Gericht erfahren könnte, werden nur die Studierenden, die sich derzeit in einem Programm des ersten Jahres des ersten Zyklus befinden und die am Ende der Prüfungsbesprechungen vom kommenden September 45 Studienpunkte sowie die Bescheinigung der Auswahlprüfung erhalten haben, ihre Ausbildung fortsetzen können. Selbst wenn die anderen Studierenden Studienpunkte erworben haben, werden sie die Eingangs- und Zugangsprüfung ablegen müssen. So werden alle gegenüber der eingeführten Prüfung gleich behandelt. Damit ihre Einschreibung zur Prüfung gewährleistet wird, werden sämtliche Listen der für die Studiengänge eingeschriebenen Studierenden der ARES übermittelt im Hinblick auf eine Einschreibung zur Prüfung.

Schließlich bietet, wie bereits erwähnt, Artikel 12 eine rechtliche Grundlage für die 'recus-collés' des Sommers 2016. Dadurch wird die Situation der 'recus-collés' im Sinne der Beschlüsse der Gerichte erster Instanz Namur und Nivelles vom 20. September 2016 regularisiert » (*Parl.Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2016-2017, Nr. 410/3, S. 6).

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.3.1. Da die Klage auf einstweilige Aufhebung der Nichtigkeitsklage untergeordnet ist, muss deren Zulässigkeit - insbesondere hinsichtlich des Vorhandenseins des erforderlichen Interesses - bereits in die Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung einbezogen werden.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Die ersten drei klagenden Parteien sind in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder Zahnheilkunde für das akademische Jahr 2016-2017 eingeschrieben und haben in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums am Ende der Sitzung vom Januar 2017 eine Entlastungsvereinbarung unterschrieben.

Die vierte klagende Partei ist seit dem akademischen Jahr 2015-2016 eingeschrieben in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin und hat in Anwendung desselben Artikels 150 § 2 am Ende der Sitzung vom Januar 2016 eine Entlastungsvereinbarung unterschrieben. Sie hat die 60 Studienpunkte von Block 1 des Bachelorsprogramms der Medizin erhalten.

Die klagenden Parteien beantragen die einstweilige Aufhebung und die Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde. Sie machen geltend, dass die Erfordernisse des Besitzes einer Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus als Bachelor der Medizin oder Zahnheilkunde oder einer Bescheinigung über das Bestehen der Eingangsprüfung ihr Recht, das Hochschulstudium ihrer Wahl fortzusetzen, einschränken und diesem Recht somit Abbruch täten.

B.3.4. In Anwendung von Artikel 100 § 1 des vorerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 kann ein Studierender sich für das weitere Programm des Zyklus einschreiben, wenn er 45 der 60 im Programm der Studierenden von Block 1 enthaltenen Studienpunkte erreicht.

Artikel 110/2 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013, eingefügt durch Artikel 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 9. Juli 2015 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde, schreibt außerdem vor, dass Studierende, die sich für das weitere Programm des ersten Zyklus einschreiben möchten, eine Zugangsbescheinigung erhalten müssen. Er bestimmt nämlich:

« Zur Anwendung von Artikel 100 § 2 über die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus hinaus können nur die Studierenden, die im Besitz einer Bescheinigung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus sind, in ihr Studienprogramm die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin oder Zahnheilkunde eintragen ».

Artikel 110/3 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

« § 1. Jedes Jahr legt die Regierung vor dem 30. Juni die Gesamtanzahl von Zugangsbescheinigungen im Sinne von Artikel 110/2 fest, die im darauf folgenden akademischen Jahr ausgestellt werden, wobei sie unter anderem die Zahl der Diplominhaber des zweiten Zyklus berücksichtigt, die Zugang zur Erteilung der besonderen Berufstitel haben aufgrund der föderalen Gesetzgebung über die Planung des medizinischen Angebots.

Geschieht dies nicht, so gilt die Anzahl der Zugangsbescheinigungen erneut für das darauf folgende akademische Jahr.

§ 2. Wenn die Regierung die Gesamtzahl der Zugangsbescheinigungen festlegt, bestimmt sie für jede Universität die Anzahl der Zugangsbescheinigungen, die im darauf folgenden akademischen Jahr erteilt werden.

Die Verteilung auf die Universitätseinrichtungen erfolgt nach dem Grundsatz 'das Recht des Stärkeren', indem 20,88 Prozent der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm in Medizin der 'Université de Liège', 27,06 Prozent der 'Université catholique de Louvain', 18,94 Prozent der 'Université libre de Bruxelles', 11,15 Prozent der 'Université de Mons' und 21,97 Prozent der 'Université de Namur' zugeteilt werden.

Die Verteilung auf die Universitätseinrichtungen erfolgt nach dem Grundsatz 'das Recht des Stärkeren', indem 25,96 Prozent der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm in Zahnheilkunde der 'Université de Liège', 38,69 Prozent der 'Université catholique de Louvain', und 35,35 Prozent der 'Université libre de Bruxelles' zugeteilt werden.

Diese Verteilungen sind für höchstens neun Jahre festgelegt. Ab dem akademischen Jahr 2024-2025 bestimmt die Regierung für die neun folgenden Jahre die Verteilungen auf die Einrichtungen.

In Abweichung von Absatz 1 wird für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Medizin wie folgt verteilt: 135 Bescheinigungen für die 'Université de Liège', 176 Bescheinigungen für die 'Université catholique de Louvain', 123 Bescheinigungen für die 'Université libre de Bruxelles', 72 Bescheinigungen für die 'Université de Mons' und 143 Bescheinigungen für die 'Université de Namur'.

In Abweichung von Absatz 1 wird für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Zahnheilkunde wie folgt verteilt: 23 Bescheinigungen für die 'Université de Liège', 34 Bescheinigungen für die 'Université catholique de Louvain', und 32 Bescheinigungen für die 'Université libre de Bruxelles' ».

Artikel 110/4 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

« § 1. Es wird eine Auswahlprüfung innerhalb einer jeden Einrichtung, die den Studiengang des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde organisiert, durchgeführt, um das Ausstellen der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus zu gewährleisten.

Die Bewertung der einzelnen Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters wird in zwei Teilen organisiert: Der erste Teil betrifft den Erwerb von Studienpunkten, die den Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters entsprechen, der zweite Teil betrifft die Vergabe von Noten zur Bestimmung der Einstufung bei der Auswahlprüfung. Innerhalb von drei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Dekrets gewährleistet die Gesamtheit der betreffenden Universitäten, dass mindestens die Hälfte der Bewertung dieses zweiten Teils gemeinsam ist und gegebenenfalls Gegenstand einer Organisation zwischen den betreffenden Universitäten ist.

Der zweite Teil der Bewertung im Sinne des vorigen Absatzes wird nur einmal pro akademisches Jahr organisiert, während des Zeitraums der Bewertung am Ende des zweiten Quadrimesters.

Die Auswahlprüfung kann nicht aufgeteilt werden. Ungeachtet der bereits erworbenen oder in Wert gesetzten Studienpunkte für die Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters legt der Studierende den gesamten zweiten Teil der Bewertungen der Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters ab.

Unter den Studierenden, die in den Vorteil einer Programmterlastung im Sinne der Artikel 150 § 2 Nr. 2 und 151 über das Programm der ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms gelangen, werden zum Ablegen des zweiten Teils der Bewertung der Unterrichtseinheiten nur die Studierenden zugelassen, deren Jahresprogramm es ermöglicht, am Ende des laufenden akademischen Jahres die ersten 60 Studienpunkte des Programms des Zyklus zu erwerben oder in Wert zu setzen.

Zur Anwendung von Absatz 2 darf nicht die in Artikel 79 § 1 Absatz 1 vorgesehene Sonderregelung in Anspruch genommen werden.

§ 2. Ergänzend zu den Artikeln 139 und 140 und zur Ausstellung der Bescheinigungen im Sinne von Artikel 110/2 addiert der Prüfungsausschuss, nachdem er am Ende des zweiten Quadrimesters über die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms in Medizin und Zahnheilkunde beraten hat, für jeden Studierenden die Noten, gewichtet nach den Studienpunkten, die den Unterrichtseinheiten entsprechen, die für den zweiten Teil der Bewertung der Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters erzielt wurden, und stuft die Studierenden in abnehmender Reihenfolge der Summe dieser Noten ein.

Die Bescheinigungen im Sinne von Paragraph 1 werden durch den Prüfungsausschuss spätestens am 10. Juli ausgestellt, in der Reihenfolge der Einstufung der Auswahlprüfung und innerhalb der Grenzen der verfügbaren Bescheinigungen, unter der Bedingung, dass der Studierende mindestens 45 der ersten 60 Studienpunkte des Programms des Studiums des ersten Zyklus erhalten hat.

Wenn der Prüfungsausschuss die Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus ausstellt, unterscheidet er bei Gleichstand zwischen den Studierenden aufgrund des Durchschnitts der Ergebnisse, die für den ersten Teil der Bewertung der Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters erzielt wurden.

Wenn in einer Einrichtung am Ende des akademischen Jahres weniger Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus ausgestellt werden als die zugelassene Anzahl, wird die Anzahl der verbleibenden Bescheinigungen der Anzahl Bescheinigungen hinzugefügt, die für diese Einrichtung für das folgende akademische Jahr festgelegt wurde.

§ 3. Wenn der Prüfungsausschuss die Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus ausstellt, wendet er folgendes System an: Es wird für jede Einrichtung eine Zahl T festgesetzt, die der Zahl der pro Einrichtung zugelassenen Zugangsbescheinigungen entspricht, sowie eine Zahl NR, die der Zahl der Studierenden entspricht, die nicht als ansässige Studierende im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts gelten.

Wenn das Verhältnis zwischen dieser Zahl NR und der Zahl T einen höheren Prozentsatz als 30 % erreicht, stellt der Prüfungsausschuss diesen Studierenden die Bescheinigungen entsprechend der gemäß § 1 festgelegten Einstufung aus innerhalb der Grenzen des Prozentsatzes von 30 % der Zahlen, die für die jeweiligen Universitäten zugelassen sind.

§ 4. Diese Bescheinigung gibt Anrecht auf die Einschreibung für das weitere Programm des Zyklus nur für das folgende akademische Jahr. Sie ist persönlich und nicht übertragbar. Im Falle höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch die akademischen Behörden der Einrichtung beurteilt wird, kann diese Bescheinigung für ein folgendes akademisches Jahr in Wert gesetzt werden ».

Artikel 110/5 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

« Die Studienpunkte, die ein Studierender erworben hat, der keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus erhalten hat, können in Wert gesetzt werden im Hinblick auf eine persönliche Aufnahme zu jedem Studiengang des ersten Zyklus, ungeachtet der von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Einrichtung, in der sich der Studierende anschließend einschreibt gemäß Artikel 117 ».

Artikel 110/6 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

« § 1. Ein Studierender kann die Auswahlprüfung in Medizin oder Zahnheilkunde höchstens während zwei aufeinander folgenden akademischen Jahren ablegen, außer in Fällen von höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch die akademischen Behörden der Einrichtung, in der der Studierende eingeschrieben ist, beurteilt wird.

§ 2. Ein Studierender, der nicht 45 Studienpunkte der ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms erworben hat, kann sich ein einziges Mal erneut in ein Studienprogramm in Medizin oder Zahnheilkunde im Sinne von Artikel 100 § 1 Absatz 1 einschreiben.

§ 3. Ohne dass von Artikel 5 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Anpassung der Finanzierung der Hochschuleinrichtungen an die neue Organisation der Studien abgewichen werden kann, und unbeschadet der erworbenen Studienpunkte kann ein Studierender, der mindestens 45 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus erworben hat, der jedoch keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus erhalten hat, sich erneut in ein Studienprogramm in Medizin oder Zahnheilkunde im Sinne von Artikel 100 § 1 Absatz 1 einschreiben, um an den Lernaktivitäten und Unterrichtseinheiten teilzunehmen, deren Studienpunkte er nicht erworben hat, und ein einziges Mal den zweiten Teil der Bewertung im Sinne von Artikel 110/4 § 1 ablegen.

§ 4. Ein Studierender, der mindestens 45 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus erworben hat, aber keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus erhalten hat, kann ebenfalls die erworbenen Studienpunkte in Wert setzen im Hinblick auf eine kumulierte Einschreibung in ein Studienprogramm eines Studienbereichs im Sinne von Artikel 83 § 1 Nrn. 14 bis 16. Der Studierende schreibt sich gemäß Artikel 99 ein. Sein Studienprogramm wird durch den Prüfungsausschuss gemäß den Bedingungen von Artikel 100 § 2 für gültig erklärt.

Die Studierenden entrichten nur die Einschreibungsgebühr für das Studienprogramm im Sinne von Absatz 1.

Bei den Bewertungen am Ende des zweiten Quadrimesters des Studienprogramms können sie ein einziges Mal den zweiten Teil der Bewertung im Sinne von Artikel 110/4 § 1 ablegen im Hinblick auf die Erlangung der Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus der Medizin oder der Zahnheilkunde ».

B.3.5. Artikel 17 Nr. 1 des angefochtenen Dekrets hebt die Artikel 110/1 bis 110/7 des Dekrets vom 7. November 2013 auf, mit Ausnahme der Absätze 2 bis 7 von Artikel 110/1 § 1 und des Artikels 110/2, der für das akademische Jahr 2017/2018 wirksam bleibt.

B.3.6. Gemäß Artikel 13 des angefochtenen Dekrets sind die klagenden Parteien verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 des angefochtenen Dekrets abzulegen, da sie vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben waren und da sie die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, nicht erhalten haben.

Die ersten drei klagenden Parteien könnten im Übrigen diese Zugangsbescheinigung in Anwendung des in B.3.4 zitierten Artikels 110/4 § 1 Absatz 5 nicht erhalten.

Die vierte klagende Partei hat ihrerseits im Juni 2017 an der Auswahlprüfung teilgenommen, wurde jedoch nicht günstig eingestuft. In Anwendung von Artikel 17 Nr. 1 des angefochtenen Dekrets, der die Wirksamkeit von Artikel 110/2 für das akademische Jahr 2017-2018 aufrechterhält, kann sie also nicht die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin oder der Zahnheilkunde in ihr Studienprogramm eintragen, da sie die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus nicht erhalten hat.

B.3.7. Aus der beschränkten Prüfung der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage, die der Gerichtshof im Rahmen der Klage auf einstweilige Aufhebung hat durchführen können, geht im derzeitigen Stand des Verfahrens nicht hervor, dass die Nichtigkeitsklage - und somit ebenfalls die Klage auf einstweilige Aufhebung - als unzulässig zu betrachten wäre, insofern sie sich für die vier klagenden Parteien auf Artikel 13 des angefochtenen Dekrets und für die vierte klagende Partei auf Artikel 17 des angefochtenen Dekrets bezieht.

In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.4. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.

- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muss die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Da die beiden Bedingungen kumulativ sind, führt die Feststellung der Nichterfüllung einer dieser Bedingungen zur Zurückweisung der Klage auf einstweilige Aufhebung.

Was die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils betrifft

B.5. Durch die einstweilige Aufhebung einer Gesetzesbestimmung durch den Gerichtshof soll es vermieden werden können, dass den klagenden Parteien ein ernsthafter Nachteil aus der unmittelbaren Anwendung der angefochtenen Normen entsteht, der im Fall einer Nichtigkeitsklärung dieser Normen nicht oder nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.6. Aus Artikel 22 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 geht hervor, dass zur Erfüllung der zweiten Bedingung von Artikel 20 Nr. 1 dieses Gesetzes die Person, die Klage auf einstweilige Aufhebung erhebt, in ihrer Klageschrift konkrete und präzise Fakten darlegen muss, die hinlänglich beweisen, dass die unmittelbare Anwendung der Bestimmungen, deren Nichtigkeitsklärung sie beantragt, ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zu verursachen droht.

Diese Person muss insbesondere den Nachweis des Bestehens des Risikos eines Nachteils, seiner Schwere und des Zusammenhangs dieses Risikos mit der Anwendung der angefochtenen Bestimmungen erbringen.

B.7. Die klagenden Parteien weisen das Bestehen eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils nach durch den Umstand, dass das Erfordernis des Bestehens einer Bescheinigung über das Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung, das ihnen durch die angefochtenen Bestimmungen auferlegt wird, sie konkret daran hindert, ihre Studien in Medizin oder Zahnheilkunde fortzusetzen. Das akademische Jahr wird im September 2017 beginnen, und diese Prüfung wird am 8. September 2017 stattfinden. Ohne einstweilige Aufhebung der angefochtenen Dekretsbestimmungen laufen sie Gefahr, daran gehindert zu werden, sich für die Fortsetzung ihres Studiums einzuschreiben, und hierdurch ein akademisches Jahr und daher ein Jahr der Berufstätigkeit zu verlieren.

Die vierte klagende Partei

B.8.1. Der angeführte Nachteil findet seinen Ursprung in Artikel 13 des angefochtenen Dekrets, der die vierte klagende Partei dazu verpflichtet, die in Artikel 1 des angefochtenen Dekrets erwähnte Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen, während sie vor dem Inkrafttreten des Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben war und die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, nicht erhalten hat. Sie hat im Juni 2017 an der Auswahlprüfung teilgenommen, wurde aber nicht günstig eingestuft. In Anwendung von Artikel 17 des angefochtenen Dekrets, der die Wirksamkeit von Artikel 110/2 für das akademische Jahr 2017-2018 aufrechterhält, kann sie also nicht die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin oder der Zahnheilkunde in ihr Studienprogramm eintragen, da sie die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus nicht erhalten hat.

B.8.2. Aus den in B.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber eine zusätzliche Möglichkeit für Studierende bieten wollte, die in Anwendung des in B.3.4 angeführten Artikels 110/2 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013 ihren ersten Zyklus der Medizin oder der Zahnheilkunde nicht fortsetzen dürfen.

Artikel 13 des angefochtenen Dekrets bietet der vierten klagenden Partei also eine neue Möglichkeit, ihr Studium fortzusetzen, unter der Bedingung, dass sie die Eingangs- und Zulassungsprüfung besteht. Wenn der Gerichtshof diese Bestimmung einstweilig aufheben würde, insofern sie auf die vierte klagende Partei und auf die Studierenden, die sich in derselben Lage befinden, anwendbar ist, würde er ihnen diese Möglichkeit, ihr Studium fortzusetzen, entziehen.

Im Übrigen weist die vierte klagende Partei nicht nach, dass Artikel 17 des angefochtenen Dekrets, der sie daran hindert, den ersten Zyklus der Medizin oder der Zahnheilkunde fortzusetzen, da sie keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus besitzt, ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zufügen würde. Der einzige Nachteil, der in der Klageschrift angeführt wird, betrifft das Erfordernis des Bestehens einer Bescheinigung über das Bestehen der Eingangsprüfung, welches in Artikel 13 des angefochtenen Dekrets enthalten ist.

B.8.3. Da der von der vierten klagenden Partei angeführte Nachteil nicht erwiesen ist, ist eine der beiden Bedingungen nach Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 nicht erfüllt. Die Klage auf einstweilige Aufhebung ist, was sie betrifft, also zurückzuweisen.

Die ersten drei klagenden Parteien

B.9.1. Der geltend gemachte, in B.7 erwähnte Nachteil findet seinen Ursprung in Artikel 13 des angefochtenen Dekrets, der die ersten drei klagenden Parteien dazu verpflichtet, die in Artikel 1 des angefochtenen Dekrets vorgesehene Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen, da sie vor dem Inkrafttreten des Dekrets für die Studien des ersten Zyklus der Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben waren und da sie nicht über die Zugangsbeseinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, verfügen. Diese Parteien könnten diese Zugangsbeseinigung in Anwendung des in B.3.4 zitierten Artikels 110/4 § 1 Absatz 5 nicht erhalten. Da sie in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 ein entlastetes Programm belegen, konnten sie die Auswahlprüfung nicht ablegen, weil ihr - entlastetes - Jahresprogramm es ihnen nicht ermöglichte, die ersten 60 Studienpunkte des Programms des Zyklus zu erwerben. Am Ende des akademischen Jahres 2017-2018 wären sie gehalten gewesen, die Auswahlprüfung abzulegen und sich günstig einstufen zu lassen, sofern sie 45 Studienpunkte erworben hätten, wenn das angefochtene Dekret nicht in Kraft getreten wäre.

B.9.2. Die sofortige Ausführung von Artikel 13 des angefochtenen Dekrets kann zur Folge haben, dass in dem Fall, dass die ersten drei klagenden Parteien die Eingangs- und Zulassungsprüfung nicht bestehen, sie die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde nicht in ihr Studienprogramm eintragen können. Sie könnten in Anwendung dieses Artikels 13 daran gehindert werden, während des akademischen Jahres 2017-2018 das entlastete Programm, das Gegenstand einer im Januar 2017 geschlossenen Entlastungsvereinbarung ist, fortzusetzen, um ihr erstes Zyklusjahr zu beenden, während sie den ersten Teil dieses entlasteten Programms bestanden hätten. Der Nachteil kann also im Verlust eines akademischen Jahres bestehen.

B.10. Es erweist sich, dass die sofortige Ausführung von Artikel 13 des angefochtenen Dekrets den Studierenden, die sich vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben haben, die ein entlastetes Programm in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 belegt haben und die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte für das akademische Jahr 2016-2017 bestanden haben, einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zufügen könnte, indem sie daran gehindert würden, dieses entlastete Programm des ersten Zyklusjahres während des akademischen Jahres 2017-2018 fortzusetzen, bevor sie die Eingangs- und Zulassungsprüfung bestehen, wobei von diesem Bestehen die Fortsetzung ihres Programms des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde abhängig ist.

In Bezug auf die ernsthafte Beschaffenheit der Klagegründe

B.11. Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung der ernsthaften Beschaffenheit auf den fünften Klagegrund, insofern er gegen die Bestimmung gerichtet ist, deren unmittelbare Ausführung den ersten drei klagenden Parteien einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zufügen kann.

B.12. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c) des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, gegen das in Artikel 23 der Verfassung und in Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte verankerte Recht auf freie Wahl einer Berufstätigkeit und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien bemängeln insbesondere, dass durch Artikel 13 des angefochtenen Dekrets die Studierenden, die die durch ihre Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden hätten, diskriminiert würden, da sie auf die gleiche Weise behandelt würden wie die Studierenden, die nicht die durch ihre Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden hätten.

B.13. Der ernsthafte Klagegrund ist nicht mit dem begründeten Klagegrund zu verwechseln.

Damit ein Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 betrachtet werden kann, genügt es nicht, wenn er offensichtlich nicht unbegründet im Sinne von Artikel 72 ist; vielmehr muss er auch nach einer ersten Prüfung der Angaben, über die der Gerichtshof in diesem Stand des Verfahrens verfügt, begründet erscheinen.

B.14. Die hinsichtlich der Verpflichtung zum Ablegen einer Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium der Medizin und Zahnheilkunde durchgeführte Gleichbehandlung der Studierenden, die bereits für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind und die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Studienpunkte erworben haben, und der Studierenden, die bereits für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind und nicht alle in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Studienpunkte erworben haben, bedarf in Anbetracht des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung und der Freiheit und Gleichheit im Unterrichtswesen einer vernünftigen Rechtfertigung. Erstere haben nämlich das in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehene Programm bestanden, und dieses Bestehen muss berücksichtigt werden zur Beurteilung ihrer Fähigkeit, den zweiten Teil dieses ersten Jahres fortzusetzen und die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, sodass sie Zugang zum weiteren Programm des Zyklus haben können. Obwohl es vernünftig gerechtfertigt werden kann, dass der Dekretgeber es den Studierenden, die weniger als die Hälfte des ersten Zyklusjahres bestanden haben, nicht ermöglicht, dieses erste Jahr fortzusetzen, ohne die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, genügt diese Rechtfertigung nicht, wenn der Studierende die Hälfte dieses ersten Jahres bestanden hat.

Aus den in B.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber die Studierenden, die bereits für das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen, wenn sie nicht die Beseinigung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus erhalten haben, um nicht « die Wirkungen der Auswahlprüfung zu annullieren ».

Die Studierenden, die - wie die ersten drei klagenden Parteien - ein entlastetes Programm in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 belegt haben, gehören jedoch nicht zu der Gruppe von Studierenden, die die im Juni 2017 organisierte Auswahlprüfung ablegen mussten. Sie konnten diese Auswahlprüfung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus nicht ablegen, weil ihr - entlastetes - Jahresprogramm es ihnen nicht ermöglichte, die ersten 60 Studienpunkte des Programms des Zyklus zu erwerben. Am Ende des akademischen Jahres 2017-2018 wären sie gehalten gewesen, die Auswahlprüfung abzulegen und sich günstig einstufen zu lassen, sofern sie 45 Studienpunkte erworben hätten, wenn das angefochtene Dekret nicht in Kraft getreten wäre. Die Eingangs- und Zulassungsprüfung, die sie in Anwendung von Artikel 13 des angefochtenen Dekrets abzulegen haben, stellt für sie keine neue Chance dar, ihr Studium der Medizin oder der Zahnheilkunde fortsetzen zu können. Es trifft zwar zu, dass diese Studierenden ihr Studium in Ermangelung einer nach der Auswahlprüfung ausgestellten Zugangsbeseinigung für das weitere Programm des Zyklus nicht fortsetzen konnten und es vernünftig gerechtfertigt werden kann, dass ihnen die Verpflichtung auferlegt wird, die Eingangs- und Zulassungsprüfung, die an die Stelle der Auswahlprüfung tritt, zu bestehen, aber es scheint nicht vernünftig gerechtfertigt zu sein, für diese Studierenden die Verpflichtung, eine

Auswahlprüfung für den Zugang am Ende des ersten Jahres des Zyklus zu bestehen, welche sie 2016-2017 nicht ablegen konnten, durch die Verpflichtung zu ersetzen, im September 2017 eine Eingangs- und Zulassungsprüfung für den Zyklus abzulegen, um während des akademischen Jahres 2017-2018 das entlastete Programm fortsetzen zu können, das sie während des akademischen Jahres 2016-2017 angefangen und bestanden haben.

B.15. Im begrenzten Rahmen der Prüfung, die der Gerichtshof bei der Behandlung der Klage auf einstweilige Aufhebung vornehmen konnte, ist der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitete Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu betrachten, jedoch nur insofern, als Artikel 13 des angefochtenen Dekrets die Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, die ein entlastetes Programm belegt haben und die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, daran hindert, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu erwerben. Der Dekretgeber scheint die besondere Situation dieser Studierenden nicht ausreichend berücksichtigt zu haben.

B.16. Die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung von Artikel 13 des angefochtenen Dekrets sind erfüllt, jedoch nur in dem in B.15 angegebenen Maße.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- hebt Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde einstweilig auf, jedoch nur insofern, als er die Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, die ein entlastetes Programm belegt haben und die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, daran hindert, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu erwerben;

- weist die Klage auf einstweilige Aufhebung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. September 2017.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2017/201056]

11 AOÛT 2017. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 25 mai 2016, conclue au sein de la Commission paritaire pour l'intermédiation en services bancaires et d'investissement, modifiant l'article 3 de la convention collective de travail du 9 juin 2015 concernant les journées de fermeture bancaire pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour l'intermédiation en services bancaires et d'investissement;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 25 mai 2016, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour l'intermédiation en services bancaires et d'investissement, modifiant l'article 3 de la convention collective de travail du 9 juin 2015 concernant les journées de fermeture bancaire pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 août 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2017/201056]

11 AUGUSTUS 2017. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 mei 2016, gesloten in het Paritair Comité voor de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten, tot wijziging van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2015 betreffende de vaststelling van de banksluitingsdagen voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016 (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 25 mei 2016, gesloten in het Paritair Comité voor de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten, tot wijziging van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2015 betreffende de vaststelling van de banksluitingsdagen voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 augustus 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.